



ARRETE

- «Considérant la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines,
- Considérant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes et l'Etat,
- Considérant le décret n° 85-1262 du 27 novembre 1985 pris pour l'application des articles 121 et 122 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983,
- Considérant le code de la voirie routière,
- Considérant les avis des permissionnaires détenteurs de réseaux,
- Considérant l'avis favorable des communes membres,
- Considérant que ces avis ont été recueillis lors de la Commission du 26 janvier 2001, constituée conformément aux dispositions de l'article R-141-14 du Code de la Voirie Routière
- Considérant la délibération n° 2001-146 du Conseil de Communauté en date du 23 février 2001,
- Considérant l'intérêt de rassembler en un document unique l'ensemble de la réglementation applicable à la conservation et à la gestion du domaine public routier de la Communauté Urbaine de BORDEAUX».

ARRETE :

Article 1^{er} :

Le règlement de voirie annexé au présent arrêté définit les dispositions applicables au domaine public routier de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

Article 2 :

Le Directeur Général des services de la Communauté Urbaine de BORDEAUX est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.



Le Président

INTRODUCTION

Le domaine public routier de la Communauté Urbaine de BORDEAUX est constitué de l'ensemble des voies communales versées dans son patrimoine par les 27 communes membres lors de sa création en 1968, conformément à la loi n° 66.1069 du 31 décembre 1966 relative aux Communautés urbaines.

Le versement de ces voies dans le domaine public s'accompagne de l'attribution de la compétence en matière de voirie, réaffirmée par les dispositions de l'article L.5215.20 – 11e du Code général des collectivités territoriales.

Le transfert de propriété des biens immeubles et meubles faisant partie du domaine public des communes membres et nécessaires à l'exercice de la compétence " voirie " est en outre expressément prévu au profit de la Communauté Urbaine de BORDEAUX par les termes de l'article L.5215.28 du Code général des collectivités territoriales.

Il ressort du régime de domanialité publique que l'utilisation du domaine public routier est soumise à des règles très strictes et très contraignantes. La Communauté Urbaine de BORDEAUX qui en est propriétaire et gestionnaire doit maintenir son affectation à la circulation publique. La proximité des voies publiques entraîne enfin pour les propriétés riveraines, un certain nombre de contraintes.

En outre, la complexité croissante des procédures et des normes de sécurité nécessite de coordonner l'intervention des différents acteurs sur le domaine public.

Il est donc apparu opportun de rappeler les principes législatifs et jurisprudentiels de gestion du domaine public ainsi que de normaliser les règles techniques à respecter par chacun lors de toute intervention.

Ainsi, le Règlement Général de Voirie sera à l'adresse des services communautaires, des communes membres, des administrations publiques et des tiers, d'une part, un document de référence et d'autre part, un outil de travail fixant les droits et obligations de tous, intervenants et usagers, sur le domaine public communautaire.

Le Règlement Général de Voirie se présente sous la forme d'un document homogène applicable à l'ensemble du territoire communautaire et opposable aux tiers.

Ce document s'articule du général au particulier de la façon suivante :

- En premier lieu, ont été rappelées la définition et la constitution du domaine public routier précisant, en outre, ses dépendances et les modalités de sa délimitation par la procédure d'alignement (Chap. I et II).

- En deuxième lieu, si les déplacements et le droit d'accès des usagers demeurent l'affectation première du domaine public routier, celui-ci est également l'objet d'occupation de son sol et sous-sol par les ouvrages étrangers à cette affectation. (Chap. III : Autorisation d'occupation temporaire).

- Figure ensuite (Chapitre IV), pour les différents gestionnaires du domaine public routier, l'exercice des compétences liées à la classification des voies. Y sont traitées d'une part les modalités d'entrée et de sortie dans le domaine public routier par les procédures de classement et de déclassement, d'autre part, les questions relatives à l'entretien et aux travaux, enfin, les pouvoirs de police de la circulation (la commune) et de la conservation (la Communauté Urbaine de Bordeaux)

- La domanialité du domaine public routier et ses limites territoriales définies, les questions de riveraineté sont ensuite exposées au travers des droits et obligations des riverains (Chapitre V).

- En matière de propriété privée, les droits et obligations des propriétaires qu'ils soient privés ou publics font l'objet du Chapitre VI - Voies privées.

- Suit le Chapitre VII qui traite de la coordination des travaux, de l'exécution de ceux portant sur la réfection de la voie (notamment dans le cadre des avis sur exécution de travaux), de la signalisation et des équipements mis en place par la Communauté Urbaine de BORDEAUX dans l'intérêt de la Voirie.

- Enfin, figure le Cahier des prescriptions techniques applicables pour l'implantation de tout équipement sur le Domaine public routier communautaire.

Chapitre 1

LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER



1.1 - Consistance du domaine public routier	10
<i>A. Définition</i>	10
<i>B. Les dépendances du domaine public routier</i>	10
1. Le sous-sol des voies publiques et l'espace situé au dessus du sol.	10
2. Caves et galeries	10
3. Les talus	11
4. Accotements et fossés	11
5. Les murs de soutènement, clôtures et murets	11
6. Les terrains laissés libres par les riverains en dehors de leurs murs de clôture.	12
7. Les passages	12
8. Les arcades, arceaux, cornières, couverts ou galeries	12
9. Les trottoirs	12
10. Les pistes cyclables	12
11. Les arbres et plantations	12
12. Les réseaux d'eau et d'assainissement	13
13. Les ouvrages et installations situés dans l'emprise des voies publiques	13
14. Les panneaux de signalisation	13
1.2 - Appartenance à une personne publique et affectation à la circulation publique	17
1.3 - Régime de la domanialité publique	17
<i>A. Inaliénable</i>	17
<i>B. imprescriptible</i>	17
<i>C. Non susceptible d'action en revendication</i>	17
<i>D. Indisponibilité</i>	17

Chapitre 2

LA DELIMITATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER



2.1 - Les plans généraux d'alignement	18
A. Etablissement et publication des plans généraux d'alignement	19
1. Enquête préalable	19
2. Approbation	20
3. Publication	20
B. Obligation de publier en annexe au plan d'occupation des sols, les servitudes résultant d'un plan d'alignement et formalités de publicité foncière	20
1. Obligation d'annexion	20
2. Publicité foncière	20
C. Caractère obligatoire, validité et effets des plans d'alignement	21
1. Caractère obligatoire et validité	21
2. Effets des plans d'alignement	21
3. Restrictions jurisprudentielles aux effets des plans d'alignement	23
4. Cas particuliers	23
5. Indemnisation de la servitude d'alignement	23
6. Constructions nouvelles et saillies sur alignement	24
2.2 - Alignement individuel	25
A. Obligation des riverains	25
1. Demande d'alignement	25
2. Alignement individuel et permis de construire	25
B. Obligation de la Communauté Urbaine de BORDEAUX	26
1. Obligation de délivrance de l'arrêté	26
2. Autorité compétente pour la délivrance de l'arrêté	26
3. Forme, contenu et validité de la délivrance de l'alignement	26
C. Effets de l'arrêté d'alignement	27
2.3 - Contestation de la procédure d'alignement	27
A. Le plan d'alignement	27
B. L'arrêté individuel d'alignement	27
2.4 - Alignement et documents : effets sur les plans généraux d'alignement	28

Chapitre 3

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER



3.1 - Utilisations privatives fondées sur un acte unilatéral, une convention d'occupation ou un accord d'occupation	30
A. Utilisations privatives fondées sur un acte unilatéral : l'autorisation d'occupation temporaire(A.O.T.)	30
1. L'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) : Le permis de stationnement	30
2. L'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) : la permission de voirie	31
3. Modalités d'obtention de l'Autorisation d'Occupation Temporaire et conditions de l'implantation	32
B. Convention d'occupation pour les routes nationales	33
C. Accord d'occupation	33
3.2 - Occupation du domaine public routier par les réseaux	33
A. Principe général	33
B. Distribution d'énergie électrique	33
C. Distribution de gaz	34
D. Réseaux Assainissement et Eau	34
1. Assainissement	34
2. Eau	34
E. Opérateurs de Télécommunications	34
1. Les principes définis par la Loi	34
2. Instruction des demandes	35
3. Occupation du domaine public routier	36
F. Cas particuliers des autoroutes	38
3.3 - Occupation du domaine public routier par les pipe-lines, les canalisations de produits chimiques et les canalisations de transport de chaleur	38
A. Les pipe-lines	38
B. Canalisations de transport de chaleur	39
C. Canalisations de produits chimiques	39

Chapitre 4

COMPETENCES LIEES A LA CLASSIFICATION DES VOIES DU DOMAINE PUBLIC

4.1 - La Communauté Urbaine : non propriétaire et non gestionnaire	40	4.3 - La Communauté Urbaine : propriétaire et gestionnaire	45
A. Les autoroutes	40	A. Définition et caractéristiques techniques	45
B. Les routes nationales	40	1. Définition	45
1. Classement dans le domaine public routier national	40	2. Caractéristiques techniques	45
2. Déclassement du domaine public routier national	40	B. Classement, déclassement et aliénation des voies communautaires	45
3. Occupation du domaine public routier national	40	1. Classement	45
4. Servitudes imposées aux riverains des routes nationales	40	2. Déclassement	46
C. Les routes départementales	40	3. Aliénation des voies déclassées	47
D. Les chemins ruraux	41	C. Ouverture, élargissement, redressement et plans généraux d'alignement	47
1. Délimitation des chemins ruraux	41	1. Ouverture d'une voie nouvelle	47
2. Désaffectation, suppression et aliénation des chemins ruraux	41	2. Elargissement et redressement des voies existantes	47
3. Entretien et travaux	42	D. Etablissement des plans généraux d'alignement	48
4. Pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et de la conservation	42	E. Entretien et travaux	48
5. Interdiction de circulation sur les chemins ruraux	42	1. Entretien	48
4.2 - La Communauté Urbaine : non propriétaire mais gestionnaire	42	2. Travaux	48
A. Superposition de gestions du domaine public routier et du domaine public ferroviaire	43	F. Pouvoir de police	49
B. Superposition de gestions du domaine public routier et du domaine public fluvial	44	1. Pouvoir de police du Maire - police de la circulation	49
C. Superposition de gestions consécutive au croisement de deux voies publiques n'appartenant pas à la même Collectivité	44	2. Pouvoir de police de la Communauté Urbaine de BORDEAUX : police de la conservation	49
D. Les ponts : superposition de gestions entre la Communauté Urbaine de Bordeaux et l'Etat ou la Collectivité locale, dont ils constituent le domaine public routier	44		

Chapitre 5

DROITS ET OBLIGATIONS DES RIVERAINS DES VOIES PUBLIQUES



5.1 - Droit des riverains	53
A. <i>Droit d'accès</i>	53
B. <i>Droit de vue</i>	53
C. <i>Droit de déversement des eaux</i>	54
D. <i>Droit de préemption sur les délaissés de voies publiques</i>	54
5.2 - Servitudes grevant les propriétés riveraines du domaine public routier	54
A. <i>Servitudes d'accès</i>	54
B. <i>Servitudes de visibilité</i>	55
C. <i>Servitudes d'ancrage et de support</i>	56
D. <i>Servitudes relatives à la lutte contre l'incendie et à l'obligation de débroussaillage</i>	56
1. <i>Lutte contre l'incendie</i>	56
2. <i>Obligation de débroussaillage</i>	56
E. <i>Servitudes de recul</i>	56
F. <i>Obligation d'autorisation pour la réalisation de toute excavation</i>	56
G. <i>Servitudes relatives aux plantations</i>	57
H. <i>Servitudes en matière d'assainissement</i>	57
1. <i>Le réseau</i>	57
2. <i>Obligation de raccordement</i>	57
I. <i>Obligation de balayage du domaine public routier</i>	58
J. <i>Obligation relative à la présentation des déchets ménagers sur le domaine public routier</i>	58
K. <i>Autres servitudes</i>	58

Chapitre 6

LES VOIES PRIVEES



6.1 - Voies privées appartenant aux particuliers	59
A. Voies privées urbaines	59
1. Création	59
2. Propriété	59
3. Ouverture à la circulation publique	59
4. Suppression	60
5. Dénomination des voies privées	60
6. Travaux et entretien	60
7. Entretien d'office	61
8. Classement dans la voirie communautaire	61
9. Police	61
B. Voies privées rurales	61
6.2 - Voies privées des Collectivités Locales	62
A. Les voies privées urbaines	62
B. Les routes forestières	62

Chapitre 7

TRAVAUX EXECUTES SUR LES VOIES PUBLIQUES

A L'INTERIEUR ET A L'EXTERIEUR DES AGGLOMERATIONS ET EXECUTION DES TRAVAUX DE REFECTION DES VOIES PUBLIQUES



7.1 - Coordination des travaux exécutés sur les voies publiques à l'intérieur et à l'extérieur des agglomérations	63
<i>A. En agglomération, la coordination appartient au Maire (pouvoir de police de la circulation)</i>	63
<i>B. Autorisation d'exécution de travaux</i>	64
<i>C. Champ d'application de la procédure de coordination</i>	65
1. A l'intérieur des agglomérations	65
2. A l'extérieur des agglomérations	65
7.2 - Exécution des travaux de réfection des voies publiques	65
<i>A. Autorités compétentes pour fixer les modalités de réfection</i>	65
<i>B. Les modalités de réfection des voies publiques</i>	66
1. Exécution des travaux de réfection	66
2. Etablissement d'un règlement de voirie	67
3. Evaluation des frais de réfection	67
7.3 - La signalisation temporaire	68

Chapitre 1 **LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER**

Le domaine public routier se classe dans le domaine public artificiel qui résulte du travail de l'homme par opposition au domaine public naturel dont la délimitation matérielle est le fruit de phénomènes naturels.

Le domaine public routier est par ailleurs affecté à l'usage du public et plus précisément à la circulation publique.

1.1 - Consistance du domaine public routier

A. Définition

L'article L.111.1 du code de la voirie routière, range dans le domaine public routier l'ensemble des lieux affectés à la circulation terrestre à l'exception des voies ferrées.

Cette définition recouvre les routes et leurs dépendances.

Le domaine public routier est la surface de terrain appartenant à la Collectivité Locale, donc la Communauté Urbaine de BORDEAUX et affectée à la route ainsi qu'à ses dépendances.

Cette emprise totale recouvre donc :

«l'assiette» de la route, c'est-à-dire, la chaussée, surface réellement occupée par la voie et les trottoirs, accotements, bas-côtés et terre-pleins.

Aucune précision n'est donnée par le code de la voirie routière sur les dépendances du domaine public routier.

C'est la jurisprudence qui a précisé cette notion.

B. Les dépendances du domaine public routier

Sont considérées comme dépendances du domaine public routier tout ouvrage qui fait corps avec la voie publique et qui est affecté à son usage ou à la circulation publique.

Considérant que toutes les dépendances de la voirie relèvent de la compétence

de la Communauté Urbaine de BORDEAUX à l'exception de l'éclairage public de compétence communale, ce sont les ouvrages suivants, à titre indicatif, la liste qui suit n'étant pas exhaustive.

1. Le sous-sol des voies publiques et l'espace situé au-dessus du sol

Le sous-sol des voies publiques tout comme l'espace (*volume d'air*) situé au dessus du sol est soumis aux mêmes règles que les voies et appartient par présomption légale à la collectivité propriétaire de la voie.

- . **Cour de cassation - requêtes 16 juillet 1877 - Ville de LILLE CHOQUET-PASSELECQ**
- . **Conseil d'Etat - 4 octobre 1968 - AUSSEIL**
- . **Conseil d'Etat - 28 mai 1971 - Dame GAUTHERON**

2. Caves et galeries

Le sous-sol de la voie appartenant à la Collectivité Locale, les riverains ne peuvent être autorisés à creuser des caves ou des galeries sous la voie.

- . **Code de la voirie routière - Art. R.116-2.**

La collectivité locale peut enjoindre au propriétaire de combler ou de supprimer ces caves ou galeries.

- . **Conseil d'Etat - 22 novembre 1866 - LECOURTOIS.**
- . **Conseil d'Etat - 23 janvier 1862 - LEGENDRE.**

Toutefois si la cave a été creusée avant la création de la voie publique, la Collectivité Locale en devient propriétaire par voie d'expropriation.

Si le riverain continue de jouir de la possession de cette cave, il le fait en vertu d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.), qui reste toujours précaire et révocable (*cf Chap. III*).

La Collectivité Locale propriétaire, est responsable des dommages causés du fait de ces ouvrages.

. **Conseil d'Etat - 15 juillet 1957 - DAYRE.**

. **Conseil d'Etat - 28 mai 1971 - Dame GAUTHERON.**

3. Les talus

Les talus d'une route font de plein droit partie de cette route et en constituent une dépendance :

- S'ils sont compris dans les limites de la route.
- S'ils sont nécessaires au soutien ou à la protection de la chaussée, et dans le cas où les riverains n'ont pas fait état d'acte de propriété sur ces parcelles.

. **Conseil d'Etat - 23 décembre 1910 - ANAIS COPIN.**

. **Conseil d'Etat - 9 mars 1956 - CABOT.**

Les talus de remblai font partie du domaine public, s'il sont nettement délimités et s'ils sont la conséquence du travail de l'homme.

. **Conseil d'Etat - 29 mai 1968 - LHOMME.**

Les talus de déblai ne font partie du domaine public routier, que lorsqu'ils ont été compris dans les limites de la route au moment de sa construction.

. **Conseil d'Etat - 29 octobre 1931 - de CHILLAZ.**

Les arbres plantés sur les talus sont situés sur le domaine public.

. **Conseil d'Etat - 22 février 1961 - Département du Cantal.**

4. Accotements et fossés

- Les accotements sont :

- Les espaces aménagés pour les dépôts de matériaux nécessaires à l'entretien des voies,
- Les refuges créés pour le croisement des véhicules,
- Les banquettes.

Les accotements ne sont pas destinés à la circulation, mais au stationnement des véhicules lorsque le sol s'y prête. Leurs limites avec la chaussée doivent être suffisamment marquées.

. **Conseil d'Etat - 24 février 1911 - JACQUEMIN.**

. **Conseil d'Etat - 22 janvier 1965 - Epoux VERRE.**

- Les fossés.

Ils constituent une dépendance nécessaire de la voie dans la mesure où ils assurent l'écoulement des eaux de la chaussée.

. **Conseil d'Etat - 31 mai 1961 - Dame CHABROL.**

. **Conseil d'Etat - 26 mai 1965 - Commune de LIVRON.**

5. Les murs de soutènement, clôtures et murets

Lorsqu'ils sont implantés sur le domaine public ils sont en principe construits par ou pour le compte de l'autorité publique et font partie des dépendances de la voirie quand ils contribuent au maintien de la chaussée ou à la protection des usagers.

. **Conseil d'Etat - 3 mars 1926 - Ville de PONTIVY.**

. **Conseil d'Etat - 28 mars 1969 - Dame FEVRIER et GATELET.**

Lorsqu'ils ont été édifiés par la Communauté Urbaine de BORDEAUX à la limite d'une propriété privée, un droit d'accès sur cette propriété est ouvert à la Communauté Urbaine de BORDEAUX aux fins de l'entretien de ces ouvrages.

En revanche, les ouvrages situés en bordure des voies publiques, mais édifiés sur les propriétés riveraines dans l'intérêt des particuliers, ne font pas partie du domaine public.

. Conseil d'Etat - 26 avril 1967 - Commune de VERZENAY.

. Conseil d'Etat - 13 mai 1987 - PERRAUD.

Lorsqu'ils ont été construits par la Communauté Urbaine de BORDEAUX, ils font l'objet d'un procès verbal de remise d'ouvrage au profit du riverain bénéficiaire.

6. Les terrains laissés libres par les riverains en dehors de leurs murs de clôture

Ils sont présumés, en l'absence d'un plan d'alignement, faire partie de la voie publique, sauf documents attribuant la propriété au riverain.

. Conseil d'Etat - 15 février 1939 - CORNIQUET.

. Conseil d'Etat - 8 juin 1966 - LAMONIN.

Lorsqu'il existe un plan d'alignement, ces terrains ne posent aucun problème quant à leur propriété car le plan d'alignement fixe la limite entre la voie publique et les propriétés privées.

7. Les passages

Etablis entre les immeubles, ils sont présumés appartenir aux particuliers.

8. Les arcades, arceaux, cornières, couverts ou galeries

Le sol des passages établis le long de la voie publique, sous le premier étage des maisons est présumé appartenir aux propriétaires de ces maisons.

. Conseil d'Etat - 11 mai 1888 - CHEVALIER.

Toutefois lorsque ces passages sont affectés à la circulation publique et faute de titre de propriété, ils sont réputés appartenir au domaine public routier.

. Conseil d'Etat - 14 mai 1975 - CHATARD.

9. Les trottoirs

Ils appartiennent au propriétaire de la voie et sont classés dans son domaine public.

. Conseil d'Etat - 28 janvier 1910 - ROBERT.

. Conseil d'Etat - 14 mai 1975 - CHATARD.

Il en est de même des gargouilles d'évacuation des eaux pluviales encastrées dans le trottoir.

. Nancy - 7 juin 1955 - Etablissement GANTOIS c. FIDANZA.

10. Les pistes cyclables

Elles font corps avec la chaussée en bordure desquelles elles sont établies et à la nature desquelles elles participent

. Cour de Cassation Civile II - 16 décembre 1965 - Caisse Sécurité Sociale de SAINT-NAZAIRE C. DELANOE et JOUBIER.

Toutefois, les riverains de ces pistes ne jouissent pas des droits reconnus aux riverains des voies publiques.

. Code de l'urbanisme - Article L.111-2.

11. Les arbres et plantations

Les plantations d'alignement en bordure des voies publiques sont des dépendances du domaine public.

. Conseil d'Etat - 22 février 1961 - Département du CANTAL.

Ainsi, il convient de préciser que de façon générale, toute plantation qu'elle soit ou non en alignement, située sur l'emprise de la voie publique (*giratoires, bandes axiales, îlots directionnels*), constitue une dépendance de cette voie et relève donc de la compétence de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, gestionnaire du domaine public routier.

Toutefois en vertu des dispositions de l'article L .5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté Urbaine de BORDEAUX **confie** par **convention** la gestion d'une activité, l'entretien de ces plantations, aux communes membres dans la logique de la compétence en matière d'espaces verts qu'elles détiennent.

Par ailleurs, les plantations ou espaces verts qui présentent une unité fonctionnelle par rapport à la voie (*places jardinées, jardins publics, parcs...*), relèvent de la compétence communale, car exclus du champ de compétences transféré par la loi par la Loi n° 66.1069 du 31 décembre 1966, relative aux Communautés Urbaines.

12. Les réseaux d'eau et d'assainissement

Ils sont destinés à l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales des immeubles riverains de la voie.

Le réseau appartient à la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

Seule l'exploitation en a été confiée par voie d'affermage. (Cf Chap. 3-2 D et Chap. 5-2 H)

Le réseau est composé :

- d'un système **unitaire** qui comprend une seule canalisation susceptible d'admettre à la fois les eaux usées, domestiques, les eaux pluviales et les eaux industrielles expressément autorisées.
- D'un système **séparatif** qui comprend une canalisation eaux usées (EU) et une canalisation eaux pluviales (E.P.).

Dès lors quelles assurent l'évacuation des eaux pluviales de la chaussée et de ses dépendances, les canalisations sont considérées comme des dépendances du domaine public routier.

13. Les ouvrages et installations situés dans l'emprise des voies publiques

Sont considérés comme dépendances du domaine public routier :

- les pylônes,
- les candélabres (*éclairage public de compétence communale*),
- et les corbeilles à papier,

. **Conseil d'Etat - 12 novembre 1955 - CAZAURAN.**

- le terre-plein central de la chaussée formant îlot directionnel,

. **Conseil d'Etat - 9 février 1977 - Communauté Urbaine de LYON.**

- les bacs à fleurs.

S'y ajoutent pour ce qui est de la Communauté Urbaine de BORDEAUX :

- les bancs,
- les équipements de stationnement des vélos,
- les bornes et potelets anti-stationnement,
- toutes barrières implantées au sol,
- les abribus non publicitaires,
- les glissières de sécurité,
- les bornes d'appel d'urgence,
- les catadioptres.

Par contre, ne sont pas considérés comme dépendances du domaine public routier :

- les réseaux (*électricité, gaz, télécommunications, eaux*) et les kiosques à journaux, les colonnes de publicité

. **Conseil d'Etat - 20 avril 1956 - Ville de NICE.**

En effet, ils ne contribuent en rien aux besoins de la circulation routière bien que situés dans les emprises de la voie. Ces ouvrages font l'objet de la délivrance d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) du domaine public routier (cf. Chap. 3)

14. Les panneaux de signalisation

. **Conseil d'Etat - 18 décembre 1959 - Epoux BLANC.**

La nature des signaux ; leurs conditions d'implantation ainsi que les règles se rapportant à l'établissement de la signalisation routière sont fixées dans des instructions interministérielles.

La signalisation routière a pour objet :

- de rendre plus sûre la circulation routière,
- de la faciliter,
- d'indiquer ou de rappeler diverses prescriptions particulières de police,
- de donner des informations relatives à l'usage de la route.

Instruction interministérielle sur la signalisation routière - Livre 1.

. **Arrêtés du 24 novembre 1967 et du 7 juin 1977.**

Le **livre 1** qui ne concerne que la signalisation routière (*la signalisation autoroutière fait l'objet du livre II*) est divisé en **8 parties** (*la 8^{ème} étant traitée au Chap. 7*) :

- 1^{ère} partie ➡ **Généralités**
- 2^{ème} partie ➡ **Signalisation de danger**
- 3^{ème} partie ➡ **Intersections et régimes de priorité**
- 4^{ème} partie ➡ **Signalisation de prescription**
- 5^{ème} partie ➡ **Signalisation d'indication**
- 6^{ème} partie ➡ **Feux de circulation permanents**
- 7^{ème} partie ➡ **Marques sur chaussées**

Livre 1 - 1^{ère} partie ➡ **Généralités**

Sont décrites ici les différentes catégories de signalisation (*par panneaux, par feux, par marquages, par balisage, par mise en place de bornes*), les différents types de panneaux (*danger, intersections et priorités, prescriptions, indications*) les principes de base de la signalisation (*valorisation, concentration, lisibilité*).

Cette première partie définit aussi les caractéristiques techniques des panneaux (*formes, dimensions, couleurs, lettrages*) des supports, et les conditions d'implantation.

Livre 1 - 2^{ème} partie ➡ **Signalisation de danger**

Cette partie traite des caractéristiques (*forme, dimensions, couleurs*) des panneaux de danger (*panneaux de type A*) ainsi que de leur implantation et signalisation. Elle décrit aussi les signaux de position des passages à niveau.

Livre 1 - 3^{ème} partie ➡ **Intersections et régimes de priorité**

Après un rappel des règles de circulation et de signalisation du Code de la Route concernant les intersections, cette 3^{ème} partie donne les significations des différents panneaux d'intersection ainsi que leurs modes d'implantation en rase campagne et en agglomération.

Livre 1 - 4^{ème} partie ➡ **Signalisation de prescription**

Après des généralités relatives à la forme, les dimensions et les couleurs des panneaux de prescription, cette 4^e partie donne la signification des panneaux d'interdiction (*panneaux ronds cerclés de rouge*) puis des panneaux d'obligation (*panneaux ronds sur fond bleu*) et enfin des panneaux de fin de prescription.

Livre 1 - 5^{ème} partie ➡ **Signalisation d'indication**

L'objet de la signalisation d'indication traitée dans cette 5^{ème} partie est de porter à la connaissance des usagers de la route la proximité de la présence de dispositifs, d'installations ou de services susceptibles de leur être utiles. Les panneaux d'indication sont de 2 types :

- les panneaux de type C donnant une indication utile pour la conduite des véhicules
- les panneaux de type CE indiquant des installations ou équipements utiles aux usagers ou susceptibles de les intéresser.

Livre 1 - 6^{ème} partie ➡ Feux de circulation permanents

Cette 6^{ème} partie traite des caractéristiques, du domaine d'emploi et des règles de fonctionnement de la signalisation lumineuse.

Livre 1 - 7^{ème} partie ➡ Marques sur chaussées

Sont décrits dans cette 7^{ème} partie l'ensemble des spécifications relatives à la signalisation horizontale par marquages : caractéristiques dimensionnelles, significations, couleurs, tant en milieu urbain qu'en rase campagne.

**Instruction interministérielle relative à la signalisation de direction
Circulaire 82-31 du 22 mars 1982.**

Cette circulaire a pour objet de définir l'ensemble des règles applicables à la signalisation de direction :

- principes généraux de cette signalisation : valorisation, concentration, lisibilité,
- méthodologie des études à mener : étude des pôles et des liaisons entre pôles, du schéma directeur,
- nomenclature ; dimensions, règles d'utilisation et d'implantations techniques des panneaux,
- composition et dimensionnement d'un ensemble de panneaux.

Il est important de préciser ici que les compétences de la Communauté Urbaine de BORDEAUX ne recouvrent que la **signalisation routière** de direction, servant l'intérêt général, et distinguant :

- les Pôles Classés et les Pôles d'Intérêt Local, dont elle assure la charge financière complète tant en investissement qu'en maintenance et exploitation,

- les Equipements et Services (*Mentions Locales*) dont elle assure les charges de maintenance et d'exploitation ainsi que le préfinancement en matière de premier équipement, les Communes lui remboursant la dépense correspondante. La liste de ces équipements et services pouvant bénéficier d'un jalonnement de proximité est donnée dans le tableau qui suit et il ne peut y être accordée de dérogation.

Ensembles résidentiels

- Quartiers non classés
- Lotissements/résidences
- Cités universitaires/Foyer de jeunes travailleurs/maisons de retraite
- Hameaux
- Fermes isolées

Ensembles industriels

- Zones industrielles
- Zones d'activités
- Zones artisanales
- Usines isolées

Equipements commerciaux

- Centres commerciaux
- Halles/Marchés couverts
- Parc des expositions

Non signalables :

- Magasins
- Rues piétonnes
- Marchés en plein air

Equipements médico-sociaux

- Centre Hospitalier Régional
- Hôpitaux
- Cliniques
- Hôpital psychiatrique
- Centre de sécurité sociale
- Maison de repos/Sanatorium
- Centre social
- Foyers
- Crèches
- Halte garderie

Services d'urgence

- Centre Hospitalier Régional
- Hôpitaux/Cliniques assurant les urgences
- Commissariat de police
- Gendarmerie
- Postes d'appel d'urgence

Equipements administratifs nationaux ou régionaux

- Préfecture/Sous-Préfecture
- Cité administrative
- D.D.E./D.R.E.
- D.D.A.
- D.D.A.S.S.
- Hôtel des impôts
- Trésorerie
- Inspection académique
- Rectorat
- A.N.P.E.
- ...

Equipements communaux

- Hôtel de ville
- Mairies annexes
- Annexe de la mairie (*services communaux installés en dehors de l'Hôtel de ville*)
- Cimetière intercommunal
- Autres cimetières

Services usuels

- Emplacement pour pique-nique
- Bureaux de poste
- Boîtes aux lettres pour automobilistes
- Décharge publique

Non signalables :

- Emplacements réservés aux gens du voyage
- Garage/Station-service
- Banques/Distributeurs automatiques d'argent liquide
- Toilettes ouvertes au public

Equipements de transports

- Gare S.N.C.F. voyageurs marchandises
- Gare train-auto/train-auto couchettes
- Gare routière
- Embarcadère
- Car ferry/hoverport
- Port
- Aéroport
- Aérodrome, héliport
- Téléphérique, funiculaire
- Centre routier/Centre de douane
- Parcs de dissuasion
- Parcs de stationnement importants
- Parcs de stationnement réservés aux poids lourds
- Parcs de stationnement réservés aux deux roues
- Autres parcs de stationnement

Non signalables :

- Arrêts de transport en Commun
- Stations de taxis

Equipements judiciaires

- Palais de justice
- Tribunaux divers

Equipements économiques régionaux

- Chambre de commerce
- Chambre des métiers
- Bourse

Equipements d'hébergement

- Complexes Hôteliers
- Hôtels isolés ou excentrés dont l'adresse est difficile
- Villages de vacances
- Terrains de camping
- Caravaning
- Auberges de jeunesse

Non signalables :

- Restaurants
- Autres Hôtels

Equipements scolaires et de formation

- Lycées/Collèges
- Ecoles spécialisées (*Ecole Normale, C.R.E.P.S.*)
- Facultés/I.U.T./Grandes Ecoles
- Centre Hospitalier Universitaire
- A.F.P.A.
- ...

Complexes sportifs

- Complexe sportif
- Stades omnisports
- Gymnase/Salle de sport
- Aires ou bâtiments spécialisés
 - tennis
 - hippodrome
 - centre équestre

- golf
- piscine
- patinoire
- bowling
- piste de luge
- téléski isolé

Espaces verts - Zones vertes et plans d'eau

- Parcs/jardins/Promenades
- Parcs ou Jardins spécialisés (*zoo, jardin des plantes*)
- Forêts
- Parcs nationaux ou régionaux
- Plage/Centre nautique
- Lacs/Etangs
- Piscines

Equipements culturels

- M.J.C./Centres culturels
- Bibliothèques
- Salles des fêtes
- Théâtre/Auditorium/Opéra
- Palais des congrès

Non signalables :

- Cinémas

Eléments du patrimoine culturel

- Musées
- Monuments classés
- Monuments divers

Centres de recherche

- C.N.R.S.
- Observatoire
- Station météo
- ...

Eléments de promotion touristique

- Relais d'information-service
- Point d'intérêt touristique
- Sites classés

Non signalables :

- Circuits touristiques mentionnés comme tels
- Point de départ excursions pédestres

Equipements d'information

- Syndicat d'initiative / Office de tourisme
- Relais d'information service
- C.R.I.C.R.
- Divers (*touring Club, Automobile Club*)

Sites

- Table d'orientation
- Point de vue / panorama
- Sites divers : monts, pics, grottes, cols...
- Sites et monuments classés

Equipements cultuels

- Eglise/Basilique/Cathédrale
- Abbaye/Couvent/Monastère
- Synagogue/Temple/ Mosquée
- Archevêché
- ...

Equipements militaires

- Caserne
- Camp militaire
- Arsenal

La **Signalétique** (panneaux indicateurs) servant des intérêts d'ordre privé constituant une occupation du domaine public routier est traitée au Chap. III - Autorisation d'occupation temporaire (A.O.T.)

1.2 - Appartenance à une personne publique et affectation à la circulation publique

Les voies publiques appartiennent toujours à une personne publique : l'Etat, une Collectivité Locale ou un Etablissement Public.

. **Code de la voirie routière - Article L.111-1.**

Les voies publiques sont affectées à la circulation publique, ce qui entraîne pour l'Administration l'obligation de maintenir cette affectation en en effectuant l'entretien pour assurer des conditions optimales de sécurité pour la circulation (*nids de poule, effondrement de chaussées, défaut de signalisation...*) (cf Chap. 4 et 5)

1.3 - Régime de la domanialité publique

Les règles particulières du domaine public tendent à assurer sa protection et à garantir la pérennité de son affectation.

Le domaine public routier est inaliénable, imprescriptible, non susceptible d'action en revendication et indisponible.

A. Inaliénable

La vente d'un bien classé dans le domaine public routier est entachée de nullité.

Cela signifie que pour aliéner une voie publique ou une portion de voie publique, il faut au préalable la déclasser, c'est-à-dire la faire passer dans le domaine privé de la Collectivité propriétaire.

. **Conseil d'Etat 20 juin 1930 - MAROT.**

. **Conseil d'Etat 20 janvier 1965 - COURVOISIER.**

(pour ce qui est de la procédure de déclassement cf. Chap. 4).

B. Imprescriptible

Cela signifie que l'on ne peut, par usage prolongé, c'est-à-dire par prescription, acquérir la propriété d'une parcelle du domaine public routier. Cette notion permet de protéger le domaine public routier.

. **Code de la voirie routière - Article L.116-6.**

. **Tribunal des Conflits 4 juillet 1977. BAUME et JUAREZ.**

. **Conseil d'Etat 23 juin 1979. Epoux BLIN DYEUL.**

Cette règle implique également la précarité des autorisations d'occupation du domaine public routier (cf. Chap. 3).

C. Non susceptible d'action en revendication

Cela signifie qu'un propriétaire dont le bien aurait été incorporé au domaine public routier à la suite d'une procédure irrégulière (*vente nulle ou voie de fait*) ne peut obtenir restitution de ce bien mais seulement une indemnisation du préjudice qu'il a subi.

D. Indisponibilité

Cela signifie que le domaine public routier ne peut être grevé d'une servitude ni être hypothéqué sauf quand une servitude existante avant le classement du bien peut être maintenue une fois le bien classé si elle est compatible avec l'affectation de ce bien.

Enfin, l'Administration dispose pour la délimitation du domaine public routier, d'une procédure dérogatoire au droit commun. Il s'agit de la procédure de mise en alignement qui lui permet de fixer de manière unilatérale la limite des voies publiques et des propriétés riveraines (cf. Chap. 2)

Chapitre 2 LA DELIMITATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

- L'alignement -

La délimitation du domaine public routier n'est pas soumise aux procédures traditionnelles du droit privé (pas d'action en bornage).

- **Code de la voirie routière – Art. L.112.al.1 à L.112.8 et R.112.1 à R.112.3.**

Lorsque la Communauté Urbaine de Bordeaux veut fixer la largeur de la voie publique, qu'il s'agisse de redresser, d'élargir ou de rétrécir celle-ci, ou bien d'en connaître les limites exactes, elle doit recourir non à l'action en bornage mais à la procédure du plan d'alignement.

Celle-ci est une décision unilatérale et qui a des conséquences très rigoureuses pour les propriétaires riverains des voies publiques.

Elle a un double effet :

- protéger la voie publique des empiètements des propriétaires riverains,
- permettre à la Communauté Urbaine de Bordeaux de modifier les limites existantes de la voie publique dans des conditions avantageuses. Ainsi, les propriétaires dont le terrain est frappé d'alignement, sont indemnisés au prix du terrain nu, la Communauté Urbaine de Bordeaux ne prenant possession des parcelles qu'après la destruction des constructions existantes.

Cette procédure constitue en fait une expropriation à terme, au prix du terrain nu des parcelles bâties, comprises dans les limites fixées par le plan d'alignement.

Elle impose donc des servitudes lourdes aux propriétaires riverains :

- l'obligation de céder les parcelles ou portions de parcelles non bâties qui se trouvent placées en avant de l'alignement,
- l'interdiction au propriétaire d'un terrain bâti ou clos de murs, qui fait saillie sur l'alignement, d'effectuer aucun travail confortatif sur les murs de façade de la construction, ou de la clôture.

La propriété est ainsi grevée d'une «**servitude de ne pas faire**» dite de «**reculement**», qui a pour but de faire périr de vieillesse la construction ou la clôture.

- L'obligation pour le propriétaire qui désire construire un immeuble à la limite du domaine public, d'y être préalablement autorisé par la Communauté Urbaine de Bordeaux.

Ces servitudes sont assorties de garanties pour le riverain, permettant de fixer des limites très nettes au champ d'application de la législation sur l'alignement.

- Les modifications des limites du domaine public routier ne peuvent résulter que des plans régulièrement approuvés et non des arrêtés individuels.
- La jurisprudence limite le champ d'application des plans d'alignement aux **élargissements** ou **redressements de faible importance** et à condition que l'emprise sur la propriété privée ne bouleverse pas celle-ci.

Par ailleurs :

- la procédure d'alignement ne s'applique qu'aux voies publiques,

- **Conseil d'Etat 4 mai 1877 commune de ROUEZ et 27 octobre 1948 PORIN et LEFRANCOIS.**

- il n'appartient pas non plus à la Communauté Urbaine de Bordeaux d'intervenir dans les relations entre riverains d'une voie privée pour en définir les limites,

- **Conseil d'Etat 1^{er} mai 1936-HEVET.**

- l'alignement ne s'applique donc pas aux chemins ruraux, domaine privé de la Commune, qui relèvent de la procédure de bornage.

- **Code de la Voirie Routière Art. R.161.1.**

Les limites des voies publiques sont fixées par les plans généraux d'alignement et les alignements individuels.

2.1 - Les plans généraux d'alignement

«*Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire détermine après enquête publique, la limite entre voie publique et propriétés riveraines*».

- Code de la Voirie Routière. Art. L.112.1 – Al. 2.

Le plan d'alignement permet à la Communauté Urbaine de Bordeaux de modifier soit en les élargissant, soit en les rétrécissant, les limites préexistantes des voies publiques.

Il est dit «**général**», quand il concerne un ensemble de voies ou l'intégralité de l'une d'entre elles et «**partiel**» quand il concerne simplement certaines sections.

Le plan d'alignement des voies du domaine public routier de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'accompagne généralement de l'établissement d'un **plan de nivellement**.

- Circulaire du 29 décembre 1964, J.O. du 10 mars 1965.

Le nivellement est l'acte par lequel la Communauté Urbaine de Bordeaux fixe d'une manière unilatérale le niveau des voies publiques au droit des propriétés riveraines. Il lui permet d'une part d'entreprendre avec une vue d'ensemble, les remblais et les déblais qui s'avéreraient nécessaires, d'autre part aux propriétaires riverains de connaître comment peuvent être établis, aux meilleures conditions, leurs accès à la voie publique.

A. Etablissement et publication des plans généraux d'alignement

Ils sont toujours précédés d'une enquête publique.

- Code de la voirie routière – Art. L. 112.1.

- Tribunal Administratif STRASBOURG 29 mars 1966 – Consorts B.

- Conseil d'Etat 6 janvier 1933 – Association des propriétaires algériens.

1. Enquête préalable

- Code de la voirie routière – Art.R. 141.4 à R.141.10.

- Composition du dossier soumis à l'enquête et notification de celui-ci aux propriétaires intéressés.

Il comprend, conformément à l'Article R.141-6 du Code de la Voirie Routière :

- «une notice explicative
- un plan de situation
- s'il y a lieu, une appréciation sommaire par nature de dépenses à effectuer
- l'étude d'impact, lorsqu'elle est prévue par la réglementation en vigueur.

Lorsque le projet mis à l'enquête est relatif à la délimitation ou à l'alignement de voies publiques, il comprend en outre :

- un plan parcellaire comportant l'indication d'une part des limites existantes d'autre part des limites projetées de la voie
- la liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet
- éventuellement un projet de plan de nivellement

Notification individuelle aux propriétaires est alors faite».

- Déroulement de l'enquête

Un arrêté du Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX désigne un commissaire enquêteur et précise l'**objet** de l'enquête, la **date** à laquelle celle-ci sera ouverte et les **heures et le lieu** où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations.

- Code de la Voirie Routière – Art. R.141.4.

La durée de l'enquête est fixée à **15 jours**.

Quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée, l'arrêté est publié par voie d'affiche ou tout autre procédé.

- Code de la Voirie Routière – Art. R.141.5.

Les observations formulées par le public sont recueillies sur un registre spécialement ouvert à cet effet, à feuillets mobiles, et qui est côté et paraphé par le commissaire enquêteur.

- Code de la voirie routière – Art. R.141.8.

A l'expiration du délai d'enquête, le registre est clos et signé par le commissaire enquêteur, qui, dans le délai d'un mois, transmet à la Communauté Urbaine de BORDEAUX le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées.

- Code de la voirie routière – Art. R.141.9.**2. Approbation**

Les plans d'alignement sont approuvés par le Conseil de Communauté compte tenu des résultats de l'enquête.

Lorsque les conclusions du commissaire enquêteur sont défavorables, le Conseil de Communauté peut passer outre par une délibération motivée.

- Code de la Voirie Routière – Art. L.141.4.**3. Publication**

Les plans d'alignement définitivement adoptés n'ont un caractère obligatoire qu'après publication dans les formes habituelles de publication des actes administratifs : soit de la délibération du Conseil de Communauté, soit de l'avis de leur dépôt au siège de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, ou ils sont tenus à la disposition du public.

- Conseil d'Etat 2 juin 1976. Epoux CHARPENTIER.

Une notification individuelle de son approbation aux propriétaires n'est pas nécessaire, compte tenu de la notification qui leur est faite au cours de l'enquête publique.

- Conseil d'Etat 3 avril 1903. Point BONTEMPS.**B. Obligation de publier en annexe au plan d'occupation des sols, les servitudes résultant d'un plan d'alignement et formalités de publicité foncière****1. Obligation d'annexion**

Pour être opposables au tiers, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol qui résultent du plan d'alignement, doivent être reportées en annexe au plan d'occupation du sol.

- Code de l'urbanisme – Art. R.126.1.

Le report est opéré suivant la procédure définie par le Code de l'Urbanisme.

- Code de l'urbanisme – Art. R.123.36 et R.126.2.

Le défaut de report en annexe a pour seul effet de rendre la servitude inopposable aux demandeurs d'autorisation d'utilisation du sol, mais il est sans influence sur la légalité du plan d'occupation du sol attaqué.

- Conseil d'Etat 9 mars 1990 5^e et 10^e ss. Section. Stockhausen.**2. Publicité foncière**

Le transfert des terrains non bâtis et les limitations au droit de propriété des terrains résultant d'un plan d'alignement, donnent lieu aux formalités foncières.

- Code de la Voirie Routière – Art. R. 112.2

Les servitudes résultant des plans d'alignement doivent impérativement être portées à la connaissance des acquéreurs de fonds par les notaires et les professionnels vendeurs.

Ainsi, dès lors que le notaire signe l'acte authentique avant d'avoir obtenu le certificat d'urbanisme, il a méconnu ses obligations et engage sa responsabilité.

- Paris 1^{re} Chambre –sect. A.14 Décembre 1987. SCI la Fraternité.

En revanche, les acquéreurs d'un fonds de commerce ne peuvent demander la résolution de la vente de ce fonds pour dol s'ils n'établissent pas que le vendeur avait eu connaissance de l'existence de la servitude.

- *Cour de cassation 21 octobre 1974.ex AVOUAC C. Dame MAZE.*

C. Caractère obligatoire, validité et effets des plans d'alignement

1. Caractère obligatoire et validité.

Les plans d'alignement n'ont d'effets que lorsqu'ils sont régulièrement publiés.

- *Conseil d'Etat 22 juillet 1936. CARNE et 18 février 1976. Epoux CHARPENTIER.*

Lorsqu'un plan d'alignement n'a pas été régulièrement publié ou lorsque la servitude de reculement ne s'applique pas, il est inopérant et n'a que la valeur d'un simple projet et sa réalisation, impose le recours à l'expropriation.

En outre ses dispositions ne peuvent motiver un refus de permis de construire, et l'alignement individuel doit être délivré aux limites de fait de la voie.

- *Conseil d'Etat 21 décembre 1905. GILLET et 29 octobre 1914. Maire de LOUDUN.*

Les effets des plans régulièrement publiés sont obligatoires tant pour la Communauté Urbaine de BORDEAUX que pour les riverains.

- *Conseil d'Etat 16 décembre 1936. JAUREGUY.*

Enfin le plan d'alignement demeure valable quel que soit sa publication jusqu'à ce qu'un nouveau plan le remplace, sous réserve du respect du code de l'urbanisme.

- *Conseil d'Etat 5 janvier 1955. LAFROUGE et MANDAVY.*

2. Effets des plans d'alignement

Les modifications des limites du domaine public routier par la procédure de

l'alignement ne peuvent résulter que des plans d'alignement régulièrement approuvés et publiés et non des arrêtés individuels d'alignement.

- Elargissement de la voie.

La publication d'un plan d'alignement attribue **de plein droit** à la Communauté Urbaine de BORDEAUX, propriétaire de la voie publique le sol des propriétés **non bâties**, dans les limites qu'il détermine.

- *Code de la voirie routière – Art. L.112.2.*

Le sol des propriétés **bâties** à la date de publication du plan d'alignement est attribué à la Communauté Urbaine de BORDEAUX, propriétaire de la voie, **dès la destruction des bâtiments.**

Lors du transfert de propriété, l'indemnité est, à défaut d'accord amiable, fixée et payée comme en matière d'expropriation.

Ainsi en cas d'élargissement de la voie, le plan d'alignement a pour effet d'entraîner **immédiatement ou à terme**, le rattachement à la voie, des terrains compris dans les limites qu'il fixe.

- Terrains non bâtis :

La publication du plan d'alignement entraîne le **classement immédiat dans le domaine public routier** de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, propriétaire de la voie, des parcelles de terrains non bâtis.

Elle est attributive de propriété. Bien que le transfert de propriété ait lieu de plein droit, la prise de possession des terrains, ne peut normalement intervenir, sauf accord des propriétaires, qu'après paiement ou consignation des indemnités dues.

- Terrains bâtis ou clos de murs :

Lorsqu'un plan d'alignement frappe des terrains bâtis, la propriété est grevée d'une **servitude de reculement.**

Elle a pour effet de permettre à terme, la réalisation de l'alignement.

La prise de possession des terrains par la Communauté Urbaine de BORDEAUX ne se fait que lorsque les bâtiments ou les clôtures ont été démolis.

Que cette démolition soit volontaire ou pour cause de vétusté l'indemnité due au propriétaire ne porte que sur le terrain nu.

- Recours à la procédure d'expropriation.

Il est obligatoire à défaut de cession amiable lorsque la Communauté Urbaine de BORDEAUX désire réaliser immédiatement un alignement.

L'enquête d'utilité publique du Code de l'Expropriation, se substitue à celle prévue par les articles R.141.4 et R.141.10 du Code de la Voirie Routière, applicables aux routes nationales.

- Servitude de reculement.

Elle entraîne l'interdiction d'édifier une construction nouvelle sur la parcelle frappée d'alignement et d'effectuer des travaux confortatifs sur les constructions existantes.

- **Code de la voirie routière. Art. 112.6.**

L'interdiction d'effectuer des travaux confortatifs entraîne à terme, la démolition de l'immeuble et permet ainsi de réaliser l'alignement.

Constituent des travaux confortatifs ceux qui sont de nature à augmenter la solidité de l'immeuble et à en prolonger la durée :

- **Arrêté type du 30 mars 1967 (J.O. 30 mai 1967) et Arrêté type annexé au Décret n° 64-262 du 14 mars 1964 et Loi du 2 mars 1982.**

- les reprises en sous œuvre (fondations),
- la pose de tirants, d'ancres ou d'équerres,

- **Conseil d'Etat 16 février 1860. LANGLADE.**

- la pose de poteaux, colonnes ou pilastres,

- **Conseil d'Etat du 29 novembre 1911. DUPUIS et VERGES – LAURES.**

- l'étayage de l'angle d'un immeuble,

- **Conseil d'Etat 11 juin 1920. CHARPENTIER.**

- l'application d'enduits destinés à maintenir les murs en parfait état,

- **Conseil d'Etat 20 mars 1985 BONNAT.**

- la substitution de façades nouvelles,

- **Conseil d'Etat 19 décembre 1919. Ville de CLAMECY.**

En revanche, ne sont pas, au regard de la Jurisprudence, des travaux confortatifs :

- les simples badigeonnages et crépissages,
- les réparations d'une toiture,
- la pose d'un toit sur une terrasse existante, etc...

Les travaux confortatifs sont soumis à autorisation de la part de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

Toutefois, le propriétaire d'un immeuble grevé d'une servitude de reculement peut sans autorisation, exécuter des travaux à l'intérieur de l'immeuble, pourvu qu'ils ne concernent pas les parties en saillies, façades et murs latéraux, ou n'aient pas pour effet de les conforter.

- **Conseil d'Etat 15 juillet 1936 DELPUECH.**

Par contre, dans le cas de travaux confortatifs non autorisés, la Communauté Urbaine de BORDEAUX poursuit le contrevenant en vue d'obtenir, suivant les circonstances de l'affaire, l'arrêt immédiat des travaux ou l'enlèvement des ouvrages faits, mais c'est à elle qu'incombe d'apporter la preuve du caractère litigieux des travaux exécutés.

- **Cour de cassation civile 24 juin 1935.**

- **Conseil d'Etat 13 juillet 1966. QUELAVOINE.**

Pour ce qui est des immeubles menaçant ruine, la servitude de reculement résultant d'un plan d'alignement, met obstacle à l'exécution de travaux confortatifs et un immeuble frappé par un **Arrêté de péril** ne peut qu'être démolé, afin de mettre fin à cet état de péril.

- **Conseil d'Etat 14 octobre 1955- Delle HENRY, 8 mars 1957 Préfet de police C. Dame CHAZAL 19 octobre 1979. Ville de BORDEAUX.**

En revanche, si un bâtiment est soustrait aux effets de la servitude de reculemen en raison de l'atteinte sur une grande profondeur et du bouleversement intérieur de la propriété un **Arrêté de péril** en ordonnant la démolition est illégal.

- **Conseil d'Etat 8 mars 1974. RENNES.**

3. Restrictions jurisprudentielles aux effets des plans d'alignement

Les servitudes relatives à l'alignement étant extrêmement lourdes pour les propriétaires riverains des voies publiques, des limitations ont été apportées par la Jurisprudence du Conseil d'Etat.

Celle-ci limite les effets du plan d'alignement, aux élargissements ou redressements de faible importance et à condition que l'emprise sur la propriété privée ne la bouleverse pas.

Le plan d'alignement ne peut donc être utilisé dans les cas qui suivent :

- ouverture de voies nouvelles,

- **Conseil d'Etat 12 décembre 1913. ESCANDE.**

- élargissement trop important de la voie car il est assimilé à l'ouverture d'une voie nouvelle,

- **Conseil d'Etat 24 juillet 1987. Commune de SANNAT.**

Il en est de même lorsque la largeur d'une voie comprise entre 3,50m et 6m est portée uniformément à 12m, ainsi que quand l'élargissement est opéré d'un seul côté de la voie.

- **Conseil d'Etat 3 février 1978. Ville de LIMOGES.**

- **Conseil d'Etat 2 juin 1905. Villa de DELACROIX.**

- Atteinte excessive à l'immeuble riverain (*grande profondeur*).

Cette profondeur est appréciée proportionnellement à l'importance de l'immeuble

- **Conseil d'Etat 31 janvier 1934. LECOURT et 8 mars 1974. Ville de RENNES.**

Par ailleurs, l'alignement est inopérant, s'il a pour conséquence de rendre impossible ou seulement malaisée l'utilisation de l'immeuble en raison notamment de son bouleversement intérieur.

- **Conseil d'Etat 4 décembre 1912. Ministère T.P. et 16 novembre 1983. TRIBIER.**

- **Cour de cassation criminelle 18 février 1905.**

4. Cas particuliers

L'alignement n'est pas applicable lorsque l'immeuble forme une voûte sur la voie publique, ou lorsqu'il a été rescindé en application d'un plan d'alignement antérieur, ou lorsqu'il fait partie du domaine public (*murs de cimetières et édifices affectés à l'exercice du culte*).

Un immeuble classé parmi les monuments historiques ne peut être frappé d'alignement.

Dans le cas contraire, le projet requiert l'avis du Directeur Régional des Affaires Culturelles ou de l'Architecte des Bâtiments de France.

- **Code de la voirie routière. Art. L.112.6.**

5. Indemnisation de la servitude d'alignement

Que le plan d'alignement frappe une propriété bâtie ou non bâtie l'indemnité due au propriétaire ne porte que sur la valeur du terrain nu.

En effet, la législation sur l'alignement constitue, en fait, une expropriation à terme, à la valeur du terrain nu des parcelles bâties, compris dans les limites déterminées par le plan d'alignement.

Toutefois, la Communauté Urbaine de BORDEAUX ne peut prendre possession des terrains qu'après paiement de l'indemnité

- **Code de la voirie routière – Art . 112 .2.**

6. Constructions nouvelles et saillies sur alignement.

Aucune construction nouvelle ne peut, à quelque hauteur que ce soit, empiéter sur l'alignement, sous réserve des règles particulières relatives aux saillies.

Les constructions nouvelles doivent être édifiées à l'alignement ou en retrait de la voie publique.

Toutefois, des dérogations peuvent être apportées : ce sont les **saillies**.

- Code de la voirie routière – Art. L112.5.

La dimension des saillies autorisées varie selon :

- la nature de l'ouvrage (corniches, pilastres, balcons, panneaux publicitaires, auvents, marquises, etc...),
- la largeur de la voie et celle du trottoir.

- Code de la voirie routière – R. 112.3. Arrêté du 30 mars 1967.

Mais, les dimensions des corniches, des grands balcons et des toitures ne sont pas applicables, lorsque pour des raisons historiques, artistiques ou pittoresques, un document d'urbanisme précise des règles et des servitudes particulières de construction avec lesquelles elles sont incompatibles.

La Communauté Urbaine de BORDEAUX n'est pas tenue de délivrer la permission de voirie autorisant la construction en saillie ou son renouvellement.

- Conseil d'Etat 23 novembre 1973 Sieur CAZEAUX.

Les saillies donnent lieu à la perception de redevances.

- Code général des collectivités territoriales – Art. . 2213.6 et 2215.4.

La construction en saillie sur la voie publique, sans autorisation, constitue une contravention de voirie.

- Cour de cassation. Criminelle 13 juin 1974.

Enfin lorsqu'une construction nouvelle est édictée en bordure du domaine public routier, la Communauté Urbaine de BORDEAUX, autorité chargée de la conservation de la voie dispose de pouvoirs de vérification.

- Code de l'Urbanisme – Art. L.460.1.

Ainsi, elle peut faire visiter le chantier, procéder aux vérifications jugées nécessaires et se faire communiquer par les service de la Commune tous les documents techniques (déclaration d'ouverture de chantier et d'achèvement de travaux sur les voies de son domaine public routier) se rapportant à la réalisation des bâtiments pour s'assurer que l'alignement et le nivellement ont été respectés. **Ce droit peut en outre être exercé après l'achèvement des travaux durant deux ans.**

• Rétrécissement de la voie

Lorsque le plan d'alignement rétrécit la largeur de la voie, les parcelles de terrain, qui ne sont pas comprises dans les limites de la route, tombent après déclassement dans le domaine privé de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, propriétaire de la voie.

Elles peuvent alors être **aliénées**.

*«Les propriétaires riverains des voies du domaine public routier ont une **priorité** pour l'acquisition des parcelles situées au droit de leur propriété et déclassées par suite d'un changement de tracé de ces voies ou de l'ouverture d'une voie nouvelle.*

Le prix de cession est estimé à défaut d'accord amiable, comme en matière d'expropriation.

Si mis en demeure d'acquérir ces parcelles, ils ne se portent pas acquéreurs dans un délai d'un mois, il est procédé à l'aliénation de ces parcelles suivant les règles applicables au domaine concerné.

Lorsque les parcelles déclassées sont acquises par les propriétaires des terrains d'emprise de la voie nouvelle, elles peuvent être cédées par voie d'échange ou de compensation de prix.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux délaissés résultant d'une modification de l'alignement».

- Code de la Voirie Routière – Art. L.112.8.

Toutefois, si la Communauté Urbaine de BORDEAUX doit proposer en priorité le terrain délaissé au propriétaire riverain qui entend l'acquérir, elle n'est pas tenue d'aliéner ces parcelles lorsqu'elle estime qu'il est préférable dans l'intérêt général, de les maintenir affectées à un usage public.

- *Cour de cassation civile 28 mai 1968.*

2.2 - Alignement individuel

L'alignement individuel est l'acte par lequel la Communauté Urbaine de BORDEAUX indique à un propriétaire riverain d'une voie publique, les limites de celle-ci au droit de sa propriété, sans préjudice du droit des tiers.

Cet **arrêté** d'alignement est un acte purement **déclaratif** et **non créateur de droit**.

Il convient par ailleurs de rappeler que l'action en bornage prévue à l'Article 646 du Code Civil est inapplicable aux voies publiques

- *Tribunal administratif Pau 5 juin 1979.*

«L'alignement individuel est délivré au propriétaire, conformément au plan d'alignement s'il en existe un. En l'absence d'un tel plan, il **constate** la limite (réelle) de la voie publique au droit de la propriété riveraine».

- *Code de la voirie routière – Art. L.112.1 al. 3 et Conseil d'Etat 17 décembre 1975 Commune de BONSON, 4 mars 1977 PERON, 13 juin 1984, FIEDOS et 18 mai 1988 Epx DE CARLO.*

Toutefois le P.O.S.(Plan d'Occupation du Sol) peut également fixer les limites des voies publiques.

A. Obligation des riverains

1. Demande d'alignement

- Caractère obligatoire de la demande

L'alignement individuel doit être demandé toutes les fois que des travaux

intéressent un immeuble joignant la voie publique (*ravalement, ouverture de porte cochère, établissement de clôtures, fossé, haies, etc...*).

L'alignement est une mesure de police administrative, qui n'est pas attachée à la propriété, mais à la possession, l'usufruitier a qualité pour en faire la demande.

- *Tribunal Administratif – BESANÇON - 31 mai 1972 – FISCHER.*

Le fait d'effectuer des travaux sans avoir obtenu un arrêté d'alignement, peut constituer une infraction à la conservation du domaine public routier. Il en est de même pour l'exécution de travaux en méconnaissance des dispositions d'un arrêté d'alignement (*cf. Travaux confortatifs*).

- Forme de la demande

La demande d'alignement individuel, établie sur papier libre, doit comporter les nom, prénom et domicile du demandeur, leur description si elle concerne des travaux et la désignation exacte de l'immeuble et de la voie.

2. Alignement individuel et permis de construire

L'alignement a pour but de protéger la voie publique des empiètements des riverains et régit donc les travaux dans la mesure où ils joignent la voie publique.

Le **permis de construire** quant à lui, se rattache à une police administrative et il est exigé en principe pour tous les travaux.

C'est pourquoi, en aucun cas, la délivrance de l'alignement individuel **ne vaut permis de construire ni ne dispense de demander celui-ci**.

Mais le permis de construire délivré en application de l'Article L.421.3 du Code de l'Urbanisme **est réputé conforme** aux dispositions de l'alignement et le bénéficiaire d'un permis n'est pas forcé de demander l'alignement individuel sauf si le permis lui en fait l'obligation.

- *Cour de cassation criminelle 15 octobre 1958 et civile 8 novembre 1978.*

Le bénéficiaire du permis de construire a cependant intérêt à **solliciter l'alignement individuel**, s'il désire obtenir sous la responsabilité de la

Communauté Urbaine de BORDEAUX, des renseignements relatifs aux servitudes grevant le terrain ou concernant les caractéristiques de la voie (*nivellement*).

- **Conseil d'Etat 10 mars 1965. DELCHER et 10 juillet 1970. BARILLET.**

B. Obligation de la Communauté Urbaine de BORDEAUX

1. Obligation de délivrance de l'arrêté

L'alignement individuel **ne peut** être refusé au propriétaire qui en a fait la demande dès lors que la voie concernée est une voie publique.

- **Code de la voirie routière – Art. L.112.4**

- **Conseil d'Etat 20 février 1 935 Vve DEJOIE – 15 février 1939 CORNIQUET.**

Le refus de délivrer un arrêté d'alignement constitue une faute de nature à engager la responsabilité de la Communauté Urbaine de BORDEAUX et peut ouvrir droit à indemnité.

- **Conseil d'Etat 7 novembre 1934 PELALO.**

Il en est de même quand un Arrêté est délivré dans un délai excédant celui nécessaire à l'instruction, ou lorsque le refus est irrégulier.

- **Conseil d'Etat du 9 janvier 1958. SANCERNI et 20 février 1935. Vve DEJOIE.**

L'obligation de délivrer un Arrêté d'alignement existe même si un plan d'alignement est en cours d'instruction.

L'absence de réponse de la Communauté Urbaine de BORDEAUX dans le délai imparti de **deux mois, ne saurait être considérée comme une acceptation tacite, car l'alignement doit être signifié par écrit.**

- **Conseil d'Etat 2 mai 1971. POZZO.**

La Communauté Urbaine de BORDEAUX n'excède pas ses pouvoirs en refusant la délivrance d'un nouvel Arrêté d'alignement, ayant un objet identique à celui d'un précédent Arrêté, alors qu'aucun fait nouveau n'est intervenu.

- **Conseil d'Etat 16 novembre 1977. Epoux TRONCHON.**

Enfin, aucune disposition législative ou réglementaire n'oblige la Communauté Urbaine de BORDEAUX à réaliser, avant de délivrer un alignement individuel au niveau d'une voie publique, un piquetage de cette voie au droit de la propriété de l'intéressé.

- **Conseil d'Etat 25 mars 1960. de LAMBILLY.**

2. Autorité compétente pour la délivrance de l'arrêté

«L'alignement individuel est délivré par le représentant de l'Etat dans le Département, le Président du Conseil Général ou le maire selon qu'il s'agit d'une route nationale, d'une route départementale ou d'une voie communale.

Dans les agglomérations, lorsque le Maire n'est pas compétent pour délivrer l'alignement, il doit obligatoirement être consulté»

- **Code de la voirie routière – Art. L.112.3.**

Pour les voies communautaires, seule la Communauté urbaine de BORDEAUX est compétente, l'avis du Maire n'ayant pas lieu d'être requis.

Elle est donc par ailleurs seule habilitée à accueillir ou rejeter une réclamation formée contre un arrêté précédemment délivré.

3. Forme, contenu et validité de la délivrance de l'alignement

L'alignement doit être donné par écrit sous forme **d'un arrêté délivré par l'autorité gestionnaire de la voie.**

Une simple autorisation verbale est inopérante.

- **Cour de cassation criminelle 27 janvier 1877 – GIERBAL.**

Lorsqu'un plan d'alignement est établi, l'alignement individuel ne peut être donné qu'en conformité au plan au moment où il est statué sur la demande, même si celle-ci a été introduite antérieurement à l'approbation du plan.

- **Conseil d'Etat 13 mai 1982 – HARDY.**

Ainsi, un arrêté peut être entaché d'illégalité s'il n'est pas conforme aux dispositions du plan ou à l'état des lieux, ou s'il est fondé sur un plan illégal.

- Conseil d'Etat 18 février 1931 –PINOT et 16 octobre 1935.

Enfin l'arrêté d'alignement est valable pendant **un an** à l'inverse des plans généraux d'alignement qui demeurent valables quel que soit le délai écoulé depuis leur établissement jusqu'à ce qu'un nouveau plan les remplace.

- Conseil d'Etat 5 janvier 1955 –LAFROUGE et MANDAVY.

C. Effets de l'arrêté d'alignement

L'arrêté d'alignement n'a pas d'autre effet que d'indiquer de façon précise aux riverains intéressés, les limites de la voie publique au regard de leur propriété.

C'est un acte purement déclaratif n'ayant aucun pouvoir de modifier le plan d'alignement s'il en existe un, ou de changer les limites de fait de la voie publique s'il n'existe pas de plan.

Il n'a en outre, aucun pouvoir translatif de propriété.

Ainsi, un arrêté d'alignement, n'étant pas créateur de droit pour la personne qui en a sollicité la délivrance, peut être retiré même après l'expiration d'un recours contentieux.

- Conseil d'Etat 19 novembre 1980 –GIRAUD.

Il n'appartient qu'à l'autorité administrative de procéder à la délimitation du domaine public.

Enfin la délivrance d'un arrêté d'alignement ne saurait donner lieu à la cession gratuite de terrains prévue par l'article R.332.15 du Code de l'Urbanisme.

2.3 - Contestation de la procédure d'alignement

A. Le plan d'alignement

La validité d'un plan d'alignement peut être mise en cause comme tous les actes administratifs.

- Conseil d'Etat 28 mai 1935 –CHRETIEN.

Par exemple, tout propriétaire qui estime que c'est à tort qu'un plan d'alignement a grevé son immeuble de la servitude de reculement peut contester la légalité de cette disposition et demander que son immeuble soit exonéré.

Le propriétaire peut exercer deux recours :

- le premier contre la décision approbative du plan et qui doit être introduit dans le délai de deux mois à compter de la publication de l'acte approubatif,
- le second contre la servitude de reculement, qui peut être introduit à l'occasion d'une décision individuelle de la Communauté Urbaine de BORDEAUX. Le délai part dans ce cas de la première décision prise par celle-ci à son égard.

B. L'arrêté individuel d'alignement

Le propriétaire riverain peut former son recours soit pour obtenir l'annulation de l'arrêté, soit pour obtenir une indemnité de la Communauté Urbaine de BORDEAUX dans le cas d'un refus de délivrance, ou d'une délivrance trop tardive, si le silence ou le retard de celle-ci lui a causé un préjudice.

- Conseil d'Etat 29 janvier 1958 –SANCERNI.

Ces recours sont formés devant les tribunaux administratifs.

En revanche, une action en responsabilité engagée par le riverain d'une voie, dirigée contre la Communauté Urbaine de BORDEAUX et fondée tant sur l'illégalité d'un Arrêté d'alignement que sur l'irrégularité de la procédure suivie pour l'élargissement de la voie qui a entraîné un empiètement sur une partie close de propriété, constitue une **emprise irrégulière** de la Communauté Urbaine de BORDEAUX sur une propriété privée et relève donc les Tribunaux judiciaires.

- Tribunal administratif. Orléans 23 avril 1968 – Delle PAVOT.

2.4 - Alignement et documents d'urbanisme : effets sur les plans généraux d'alignement

Les limites des voies publiques sont fixées par les plans d'alignement mais elles peuvent également être déterminées par les plans d'occupation du sol (P.O.S.).

Ces deux procédures constituent deux régimes juridiques distincts, qui n'ont pas les mêmes effets et qui poursuivent des objectifs différents.

En effet, contrairement au plan d'alignement, le plan d'occupation des sols (P.O.S.) n'a pas d'effet attributif de propriété sur les propriétés non bâties. Mais **la mise en emplacements réservés** par le P.O.S., **permet des élargissements** plus importants des voies publiques et la **création de voies nouvelles**, ce que ne permet pas le plan d'alignement qui connaît des limitations importantes, à son champ d'application.

Le P.O.S. offre, en outre, aux propriétaires concernés des garanties bien supérieures.

En effet, l'inscription en emplacements réservés par un P.O.S., si elle entraîne l'inconstructibilité qu'ils soient bâtis ou non bâtis, permet aux propriétaires par une **mise en demeure d'acquiescer** d'exiger de la Communauté Urbaine de BORDEAUX bénéficiaire, qu'il **soit procédé à l'acquisition**.

- Code de l'urbanisme – Art L.123.9.

Il faut souligner que les deux régimes juridiques, (*le plan d'alignement et le P.O.S.*) se juxtaposent, mais ont aussi des effets l'un sur l'autre.

Ainsi, les P.O.S. doivent comporter, en annexe, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol qui résultent du plan d'alignement, pour être opposables aux tiers.

- Code de l'urbanisme – Art L.126.1.

Par ailleurs les P.O.S. fixent, dans le cadre des orientations des schémas directeurs, ou des schémas de secteur, s'il en existe, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols, qui peuvent comporter l'interdiction de construire, en :

- précisant le tracé et les caractéristiques des voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer,
- fixant les emplacements réservés aux voies publiques.

- Code de l'urbanisme – Art L.123.1.

«S'il existe un plan d'alignement approuvé et publié, il est prévu que nonobstant les dispositions réglementaires relatives à l'alignement, les alignements nouveaux des voies et places résultant du P.O.S., rendu public ou approuvé se substituent aux alignements résultant des plans généraux d'alignement applicables sur le même territoire».

- Code de l'urbanisme – Art L.123.32.1.

Ainsi, au sens de cet article, les alignements nouveaux résultant du P.O.S., sont ceux déjà prévus par un plan général d'alignement et auxquels on souhaite apporter ces modifications dans le P.O.S. Il peut s'agir soit d'un accroissement de ces élargissements, soit d'une réduction, soit même d'une suppression.

Les alignements nouveaux correspondent en fait aux **nouvelles limites de la voie**.

Lorsque, prévus par le document graphique annexé au P.O.S., ils n'ont pas été reportés sur le plan de zonage et n'ont pas été mentionnés parmi les emplacements réservés aux voies publiques, le P.O.S. ne saurait avoir pour effet de modifier les alignements existants.

- Conseil d'Etat 29 mars 1985. Ministère de l'urbanisme et du logement.

Ces limites nouvelles de la voie fixées par le P.O.S., ne peuvent être modifiées que par révision, modification, ou mise en compatibilité du P.O.S.

Le P.O.S. permet également d'abandonner certains élargissements prévus par un plan général d'alignement. Les nouvelles limites de la voie en résultant, sont, dans ce cas, les limites de fait de la voie.

Les élargissements prévus par un plan général d'alignement, que l'on souhaite conserver subsistent et ont donc toujours les effets attachés à leur régime juridique. Ils doivent être annexés au P.O.S. Il en est de même pour les

élargissements modifiés selon la procédure propre aux plans généraux d'alignement. Un plan d'alignement peut aussi être **établi après la publication du P.O.S.**

Mais qu'il s'agisse du maintien des alignements existants, de leur modification ou de la création d'alignements, **les servitudes résultant de ce plan d'alignement doivent impérativement être reportées en annexe du P.O.S., dans le délai d'un an.**

- Conseil d'Etat 8 février 1985 – Association Etoile Sportive du Blanc-Mesnil.

Par ailleurs dès lors qu'il existe un P.O.S., les alignements ne peuvent être modifiés sans que le plan d'alignement soit lui-même modifié.

- Conseil d'Etat 3^e et 5^e sous section 25 mai 1990 – RODRIGUEZ.

Enfin lorsqu'un P.O.S. existe, il doit permettre aux particuliers de connaître avec précision la situation nouvelle des limites de voie, et donc à cette fin :

- les élargissements prévus par un plan général d'alignement et maintenus tels quels par le P.O.S., doivent être annexés au P.O.S. dans le tableau de servitudes, faute de quoi, ils ne pourront être opposés aux demandes d'occuper ou d'utiliser le sol,
- les alignements nouveaux résultant du P.O.S. (*nouvelles limites de la voie*), au sens de l'Article L.123.32.1 du Code de l'Urbanisme, sont inscrits en emplacements réservés. Ils apparaissent donc sur le document graphique et sur la liste des emplacements réservés,
- l'abandon de certains alignements se manifeste par le non report au P.O.S., du plan d'alignement, qui subsiste mais n'est plus opposable.

Chapitre 3 OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

L'usage du domaine public routier affecté à la circulation publique est en principe, libre, gratuit et égal pour tous.

Il peut toutefois faire l'objet d'occupations privatives.

Il y a occupation privative du domaine public routier lorsqu'une partie de celui-ci est soustraite à l'usage commun au profit d'un particulier.

Aucune occupation privative ne peut exister sans une autorisation préalable délivrée par l'autorité gestionnaire de la voie.

Une occupation du domaine public routier sans autorisation expose son auteur à une contravention de voirie routière.

3.1 - Utilisations privatives fondées sur un acte unilatéral, une convention d'occupation ou un accord d'occupation

A. Utilisations privatives fondées sur un acte unilatéral : l'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.)

Toute occupation privative d'une dépendance du domaine public routier, doit être régulièrement autorisée, quelle comporte ou non une emprise sur ce domaine ou une modification de son assiette.

- Code de la voirie routière – Art L.113.2.

Par ailleurs, les autorisations d'occupation privative doivent être compatibles avec l'affectation du domaine public routier à la circulation.

Enfin l'occupation privative s'entend toujours à titre précaire et révocable.

1. L'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) : Le permis de stationnement

Il correspond à une occupation superficielle du domaine public routier **sans emprise, sans incorporation au sol, qui ne modifie pas l'assiette du domaine public.**

- Code général des collectivités territoriales – Art L 2213.6.

Il est délivré notamment et de façon non exhaustive pour l'installation :

- des terrasses de café,
- des marchands des quatre saisons,

- des stands de vente (*marchands ambulants ou commerces sédentaires installant des étals*),
- des stations de taxis,
 - **Conseil d'Etat 14 juin 1972. ELKOUBI.**
- des enseignes lumineuses ou non, apposées sur les façades des magasins,
 - **Conseil d'Etat 11 mai 1977. Ville de LYON.**
- des chapiteaux, des podiums,
- des chevalets et panneaux publicitaires posés au sol,
- des baraques de chantier, quand elles ne sont pas raccordées aux réseaux,
- des bacs de proximité de déchets ménagers et des bornes de collecte sélective en apport volontaire, installés par la Communauté Urbaine de BORDEAUX,
- des échafaudages (*qui doivent être signalés la nuit et leur pose doit être effectuée de manière à respecter la destination de la voie, notamment en matière de circulation, tant des piétons que des véhicules, et ne pas, par exemple, entraver l'écoulement des eaux*),
- des bennes pour matériaux et gravats.

Le permis de stationnement relève de la compétence de la Commune, Autorité administrative chargée de la **police de la circulation**.

Il est délivré sous la forme d'un Arrêté, pris par le Maire, **après avis technique de la Communauté Urbaine de BORDEAUX**, gestionnaire du domaine public routier.

2. L'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) : la permission de voirie

Elle concerne les objets ou ouvrages qui **ont une emprise** sur le domaine public routier, en impliquant donc des travaux **qui modifient l'assiette** du domaine occupé.

Elle concerne par exemple et de façon non exhaustive :

- tout kiosque de vente dont par exemple les kiosques à journaux,
 - **Conseil d'Etat 15 juillet 1964. LONGUEFOSSE.**
- les canalisations souterraines (celles constitutives du réseau assainissement sont propriété de la Communauté Urbaine de BORDEAUX),
- les conduites souterraines,
- les réseaux d'électricité, de gaz, de télécommunications et autres, (Cf. 2 et 3),
- les palissades de chantier enfoncées et scellées dans le sol,
 - **Conseil d'Etat 29 avril 1966. Société d'affichage GIRAUDY.**
- les postes d'essence et stations-services.

Pour ce qui concerne cette occupation du domaine public routier, les stations-services ont été exonérées par la Communauté Urbaine de BORDEAUX, du versement de la redevance frappant les pistes d'accès à leurs établissements.

- **Délibération n° 95.8 du 20 janvier 1995.**
- les coffres relais de la Poste,
- les abribus publicitaires,
- les sanitaires implantés aux terminus des lignes de transport urbain,
- les cabines téléphoniques,
- les projecteurs mis sous trottoirs pour la mise en lumière des bâtiments,
- les panneaux d'affichage et les panneaux publicitaires,
- les voies ferrées et les lignes électriques privées,
- la signalétique :

elle concerne des intérêts d'ordre privé : hôtels, restaurants, commerces,

garages, ect... et ne relève donc pas de la signalisation de direction à la charge de la Communauté Urbaine de BORDEAUX. Elle peut cependant être autorisée dans les conditions suivantes :

- la demande doit être relayée par la Commune concernée qui en juge de l'opportunité et se prononce, en accord avec la Communauté Urbaine de BORDEAUX, sur le type de panneau pouvant être implanté, afin de maintenir une cohésion de ces équipements sur son territoire,
- la Communauté Urbaine de BORDEAUX, gestionnaire du domaine public routier, est ensuite saisie de cette demande afin d'en juger la faisabilité technique, d'émettre ses propres prescriptions notamment au regard de la réfection des sols et de la sécurité des usagers (*visibilité, cheminements piétons...*) et de délivrer un Arrêté d'autorisation d'occupation temporaire (A.O.T.) du domaine public routier,
- les frais relatifs à l'implantation de cette signalétique, tant en investissement qu'en maintenance sont à la charge, soit de la Commune, soit du pétitionnaire. L'accord ou le refus résultera donc d'une étude menée cas par cas conjointement par la Communauté Urbaine de BORDEAUX et la Commune.
- l'installation de mobilier urbain.

Le mobilier urbain est constitué d'ouvrages et d'installations situés dans l'emprise de la voie publique et qui contribuent à la circulation routière et sont destinés aux usagers de la voie.

Ce mobilier urbain est donc une dépendance du domaine public routier, (cf. Chap. 1), et relève de la compétence de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, gestionnaire de ce domaine, qui est fondée à percevoir une redevance liée à cette occupation.

Lorsque ce mobilier est implanté par les Communes membres il, il a été convenu qu'il fera l'objet de la délivrance par la Communauté Urbaine de BORDEAUX, d'un Arrêté d'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) **à titre gratuit.**

La Commune devra avoir fait la demande d'autorisation d'exécution de travaux auprès de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

Il est important de souligner que l'occupation de l'espace au-dessus du sol

(*volume d'air*), tout comme celle du sous-sol, qui constituent une dépendance de la voie, est soumise à autorisation et à ce titre, au versement d'une redevance.

L'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) : permission de voirie, relève de la compétence de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, autorité propriétaire du domaine public routier et chargée de la police de la conservation.

Qu'il s'agisse du permis de stationnement ou de la permission de voirie, les autorités compétentes ne sont pas tenues de les délivrer.

Les motifs de refus, sont généralement inspirés par la protection du domaine public routier, ou par des motifs tenant à la sécurité routière, et ne peuvent intervenir qu'après examen individuel de la demande d'autorisation.

Ces autorisations d'occupation privative sont toujours données à titre **précaire et révocable** avec obligation d'entretien et remise en état des lieux à la fin de l'autorisation.

Du fait de leur précarité, elles peuvent être retirées avant l'expiration du délai prévu, soit lorsque l'intérêt de la circulation ou de la voirie le requiert, soit pour inexécution des conditions prévues par l'autorisation, soit parce que le bénéficiaire porte atteinte aux biens des tiers, soit parce que l'autorisation est susceptible de compromettre la conservation du domaine public routier.

De la même manière, la Communauté Urbaine de BORDEAUX n'est pas tenue de renouveler une autorisation expirée. Les occupants du domaine public routier n'ont pas de droit acquis au renouvellement de leur titre.

- **Conseil d'Etat 25 janvier 1984. Société Mondiale des Restaurants et Bars.**

Lorsque après l'expiration de l'autorisation, le bénéficiaire se maintient dans les lieux, il devient un occupant sans titre et encourt de ce fait une contravention de voirie.

- **Code de la Voirie Routière – Articles L.116-1 à L.116-8 et R.116-1 à R. 116-2.**

Enfin, ces autorisations donnent lieu au **paiement d'une redevance** qui représente la contrepartie des avantages spéciaux consentis à l'occupant.

3. Modalités d'obtention de l'Autorisation d'Occupation Temporaire et conditions de l'implantation

La Communauté Urbaine de BORDEAUX doit être saisie de toute demande d'occupation du domaine public routier :

- pour un permis de stationnement, afin qu'elle fasse part de son avis à la Commune qui reste seule habilitée à le délivrer. La demande peut en effet ne pas être conforme aux conditions d'occupation du domaine public routier.

Cette nécessité s'entend au titre de son pouvoir de police de la conservation, afin de s'assurer du maintien du domaine public routier dans un état permettant la circulation dans des conditions de sécurité satisfaisante, c'est à dire d'un usage normal exempt de tout danger.

- Pour une permission de voirie, la demande doit suivre la procédure qui suit : un accord doit au préalable être donné sur la nature et le lieu de l'occupation sollicitée.

Il doit être suivi de la **demande d'autorisation d'exécution de travaux** qui fera en réponse, l'objet de la délivrance d'un **Arrêté d'autorisation d'exécution de travaux** fixant les droits et obligations de l'occupant et assorti des prescriptions techniques d'ouverture et de réfection de la chaussée, du trottoir, et de remise en place de la signalisation horizontale, verticale et lumineuse.

Une fois cet Arrêté et ces prescriptions délivrés, le demandeur doit adresser à la Communauté Urbaine de BORDEAUX, à la Commune et aux permissionnaires exploitants de réseaux (*électricité, gaz, etc...*) la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (*D.I.C.T.*).

Cette procédure doit être notamment suivie exclusivement par le permissionnaire détenteur de réseaux dans le cadre de tout projet et en particulier immobilier, qu'il s'agisse de la construction de logements, de commerces ou de bureaux.

Enfin la Communauté Urbaine de BORDEAUX procède à la délivrance de l'**Arrêté d'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.)** prenant effet à la date de l'occupation et portant redevance annuelle.

B. Convention d'occupation pour les routes nationales

L'Etat, autorité gestionnaire peut y avoir recours de préférence à l'autorisation de voirie, lorsque les installations ou ouvrages projetés présentent un caractère immobilier, répondent à des préoccupations d'équipement de la route et de service à l'utilisateur et sont essentiellement sinon exclusivement desservies par le domaine public routier national dont ils affectent l'emprise.

C. Accord d'occupation

L'accord d'occupation n'existe que sur le domaine public routier **national**, et ne concerne que les opérateurs de télécommunications, les réseaux d'électricité et de gaz.

- **Arrêté Préfectoral type du 15 janvier 1980 annexé à la circulaire du 16 octobre 1979.**

3.2 - Occupation du domaine public routier par les réseaux

A. Principe général

“Le domaine public est une parcelle de territoire affectée à un service public en vue de la satisfaction d'un intérêt général précisé par l'acte d'affectation et qui si la spécialité ne fait pas obstacle à ce que (l'Etat) admette d'autres services publics à occuper son domaine, notamment en y installant des ouvrages, c'est seulement dans la mesure où cette occupation n'est pas incompatible avec les besoins définis par l'affectation”.

- **Conseil d'Etat – Section des travaux publics. Avis du 11 juin 1963.**

Ce principe est confirmé par l'Article L.113-3 du Code de la Voirie Routière qui précise qu'il s'agit des exploitants de réseaux de télécommunications ouverts au public et des services publics de transport ou de distribution d'électricité ou de gaz.

B. Distribution d'énergie électrique

Le concessionnaire d'énergie électrique est autorisé à occuper les voies publiques et leurs dépendances.

- **Loi du 15 juin 1906. Article 10.**

- **Code de la voirie Routière – Article L113-5.**

Cette possibilité est étendue à la distribution d'énergie électrique sous le régime de l'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T. *permission de voirie*).

- **Loi du 27 février 1925.**

Le demandeur peut occuper le domaine public routier dans la mesure où cette occupation est compatible avec son affectation à la circulation.

- **Code de la Voirie Routière. Article L.113.3.**

Cette possibilité s'exerce sur l'ensemble des voies publiques affectées à la circulation et sur leurs dépendances.

Toutefois, les travaux d'établissement et d'entretien des canalisations sont soumis à la procédure de coordination des travaux de voirie.

- **Code de la Voirie Routière. Art L.113.7.**

Cette occupation doit s'effectuer dans le respect du Règlement Général de voirie qui fixe *“les modalités d'exécution des travaux de remblaiement, de réfection provisoire et de réfection définitive conformément aux normes techniques et aux règles de l'art”.*

- **Code de la Voirie Routière – Articles R.131.5 – R.141.14 et R. 141.15.**

L'occupation est donc subordonnée à l'obtention d'un accord donné par la Communauté Urbaine de BORDEAUX, gestionnaire de la voie, sur les modalités techniques de cette occupation et sur les conditions de réalisation des travaux d'implantation ou de remplacement des ouvrages, de même que sur les opérations d'entretien nécessitant l'occupation du domaine public routier.

L'autorisation d'occupation ne crée pour l'occupant aucun droit au maintien de ses ouvrages à l'emplacement retenu et ne le dégage en rien des obligations ou charges lui incombant en cas de suppression, modification ou déplacement commandé par l'intérêt du domaine public routier.

Il n'y a en outre pas droit à indemnités en cas de création d'un ouvrage nouveau pour les occupants dont les canalisations ont été déplacées, puisque cet ouvrage peut être réalisé dans l'intérêt du domaine occupé et être parfaitement conforme à sa destination.

- **Conseil d'Etat 06 décembre 1985 E.D.F.-G.D.F.**

Enfin, cette occupation du domaine public routier donne lieu au **paiement d'une redevance** qui représente la contrepartie des avantages spéciaux consentis à l'occupant.

- **Code de la Voirie Routière. Art. R.113.5 et R.113-6.**

C. Distribution de gaz

Le concessionnaire de transport et de distribution de gaz est autorisé à occuper le domaine public routier et ses dépendances.

- **Code de la Voirie Routière – Article L.113-3.**

- **Décret n° 85.1108 du 15 octobre 1985.**

Les conditions et modalités d'occupation du domaine public routier, par ces sociétés, correspondent en tous points à celles appliquées pour la distribution d'électricité (cf. *ce chap. 3.2-B*).

D. Réseaux Assainissement et Eau

1. Assainissement

Ce service a fait l'objet d'une convention d'affermage passée le 1^{er} janvier 1993 entre la Communauté Urbaine de BORDEAUX et l'exploitant, dit le fermier. Il lui est ainsi conféré la charge d'exploitation et d'entretien du réseau, la Communauté Urbaine de BORDEAUX en restant propriétaire et conservant la charge de premier équipement.

Le déplacement provisoire ou définitif des infrastructures en raison de travaux engagés par la Communauté Urbaine de BORDEAUX et effectués dans l'intérêt du domaine occupé et en conformité avec sa destination n'ouvre pas droit à indemnités pour le fermier.

- **Conseil d'Etat Sté de distribution de chaleur de St DENIS 25 février 2000.**

2. Eau

Le service de l'eau a fait l'objet d'un contrat de concession passé le 1^{er} janvier 1992 entre la Communauté Urbaine de BORDEAUX et le concessionnaire.

Le réseau lui a donc été confié, la concession portant sur la construction, l'entretien et l'exploitation du réseau et de la distribution de l'eau.

Tout comme l'Assainissement le déplacement des infrastructures n'ouvre pas droit à indemnités.

E. Opérateurs de Télécommunications

L'intervention des opérateurs de Télécommunications sur le domaine public routier est à présent régie par les dispositions de la **Loi n° 96.659 du 26 juillet 1996, qui ouvre à la concurrence** les activités de Télécommunications. Ce texte modifie le Code des Postes et Télécommunications, et instaure un droit de passage pour les opérateurs autorisés au titre de l'Article L.33.1 du Code.

L'Article 11 de la Loi modifie donc ainsi les articles L.45.1, L.46 et L.47 du Code.

1. Les principes définis par la Loi

Les opérateurs de télécommunications (*établissements et exploitants de réseaux de télécommunications ouverts au public*), bénéficient d'un droit de passage sur le domaine public, et de servitudes sur les propriétés privées.

- **Code des Postes et Télécommunications – Article L.45.1.**

- Occupation du domaine public routier

Les Articles R. 20.45 à R 20.50 du décret N° 97.683 du 30 mai 1997 précisent les modalités d'octroi des autorisations d'occupation du domaine public routier.

L'autorisation pourra être donnée, dans la mesure où l'occupation n'est pas incompatible avec l'affectation du domaine public routier.

Par ailleurs, les travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des réseaux seront effectués conformément aux prescriptions édictées par ce Règlement Général de Voirie, et aux dispositions de l'Article L.115.1 du Code de la Voirie Routière, relatif à la coordination de travaux (*cf. Chap. 7*) .

L'Article L.47 du Code des postes et télécommunications prévoit quant à lui, que, pour toute occupation du domaine public routier, que ce soit lors d'une création ou d'une modification d'ouvrage, **une Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T. : permission voirie), doit être délivrée.**

Enfin, l'occupation entraînera le versement d'une **redevance** (*cf C-2*).

- Occupation du domaine public non routier

Certaines demandes des opérateurs de télécommunications, portent sur des installations n'occupant pas le domaine public routier, tels que par exemple des châteaux d'eau ou des bâtiments appartenant à la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

L'autorisation est alors accordée par la passation d'une convention, entraînant notamment le versement d'une redevance (*cf. C-2*).

Il convient alors que ces occupations qui ne constituent pas une servitude, figurent dans le Plan d'Occupation des Sols (*P.O.S.*) de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

- Servitudes sur les propriétés privées

Elles sont mentionnées par l'Article L.48 du Code des Postes et Télécommunications. Les opérateurs de télécommunications pourront procéder à l'installation et à l'exploitation du réseau, d'une part dans les parties des immeubles collectifs et des lotissements affectées à un usage commun, d'autre

part sur le sol et dans le sous-sol des propriétés non bâties.

Par ailleurs, les infrastructures existantes pourront être partagées.

Enfin, la mise en œuvre de la servitude est subordonnée à une autorisation délivrée par le **Maire au nom de l'Etat**.

2. Instruction des demandes

- Le contenu de la demande

L'opérateur de télécommunications devra joindre à sa demande d'Autorisation d'Occupation Temporaire (*A.O.T.*) **l'autorisation délivrée au titre de l'Article L.33.1 du Code des Postes et Télécommunications.**

Cette autorisation devra figurer tant dans le dossier technique que dans le cahier des charges qui y est annexé.

Aux termes de l'Article R.20-47 du Code des Postes et Télécommunications, le dossier technique comprend six pièces :

- le plan du réseau présentant les modalités de passage et d'ancrage des installations. Le plan fixe les charges ou les cotes altimétriques de l'installation de télécommunications dont la marge approximative ne doit pas être supérieure à 10 centimètres. Il est présenté sur un fond de plan répondant aux conditions définies, le cas échéant, par le gestionnaire en fonction des nécessités qu'imposent les caractéristiques du domaine,
- les données techniques nécessaires à l'appréciation de la possibilité d'un éventuel partage des installations existantes,
- les schémas détaillés d'implantation sur les ouvrages d'art et les carrefours,
- les conditions générales prévisionnelles d'organisation du chantier ainsi que le nom et l'adresse du coordonnateur de sécurité désigné par le pétitionnaire en application de la Loi,
- les modalités de remblaiement ou de reconstitution des ouvrages,
- un échéancier de réalisation des travaux faisant état de la date de leur commencement et de leur durée prévisible.

Des précisions supplémentaires permettant au gestionnaire du domaine public routier d'apprécier la compatibilité de l'occupation peuvent être demandées :

- compatibilité avec les prescriptions du Code de la Voirie Routière,
- compatibilité avec la préservation de l'affectation de la route à la circulation routière,
- compatibilité avec la sécurité des usagers,
- compatibilité avec les prescriptions légales ou matière d'environnement,
- compatibilité avec l'intégrité des ouvrages routiers.

Par ailleurs, *“outre les cas dans lesquels, à la suite d'incidents ou d'accidents, une intervention est nécessaire pour des raisons de force majeure, le gestionnaire peut, dans l'intérêt du domaine occupé, demander le déplacement ou la modification de l'installation. Il informe, dès qu'il en a connaissance, l'occupant de la date de déplacement ou de la modification demandée et respecte un préavis suffisant pour permettre la continuité de l'exploitation de l'activité autorisée, qui ne peut être inférieur à deux mois, sauf travaux d'urgence. Sont présumés être faits dans l'intérêt du domaine occupé, les travaux effectués en vue de permettre le partage d'installations entre opérateurs”*.

- Code des Postes et Télécommunications - Article R 20.49.

- Les délais d'instruction

Le délai d'instruction des demandes d'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.), **ne doit pas excéder deux mois à compter de la date d'accusé de réception** de toute demande, accompagnée du dossier complet.

- Code des Postes et Télécommunications - Article R.20-47

A défaut de réponse du gestionnaire du domaine public, dans ce délai, l'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) est réputée acquise.

Si, le droit de passage peut être obtenu dans des conditions équivalentes, par la voie du partage, et si celui-ci est techniquement possible, il convient dans le délai d'un mois, à compter de la date d'accusé de réception du dossier complet

de demande d'A.O.T., d'inviter les parties concernées à se rapprocher aux fins de partage de cette installation.

Le délai prévu de négociation est alors de trois mois, pour permettre aux opérateurs de parvenir à un accord.

Si un accord n'a pu intervenir, le pétitionnaire doit confirmer **formellement** sa demande et il est évident que le délai de négociation suspend celui d'instruction de deux mois.

- Les routes ordinaires (*hors autoroutes et voies express*)

Les implantations **longitudinales** qui affectent, après période d'exécution initiale du chantier, l'emprise des voies de circulation, pour leur entretien ou dont les travaux ne peuvent être exécutés dans le respect des règles applicables à l'ensemble des travaux autorisés dans l'emprise des voies publiques y sont incompatibles.

- Justification des éventuels refus

Les cas de non conformité aux exigences essentielles figurant à l'Article L.32-12 du Code des Postes et Télécommunications, ou des intérêts de sécurité publique ou liée à la destination du domaine public routier constituent des motifs de refus de délivrance de l'A.O.T.

Toute modification substantielle pour l'exercice du droit de passage doit donc être motivée, pour permettre au pétitionnaire de présenter un nouveau dossier compatible avec la gestion du domaine public routier.

- Code des Postes et Télécommunications - Article R.20-46.

3. Occupation du domaine public routier

- Le partage
- **L'invitation au partage d'installation, sans partage de l'investissement par le gestionnaire du domaine public routier.**

La Communauté Urbaine de BORDEAUX gestionnaire du domaine public

routier doit examiner si le droit de passage peut être assuré par l'utilisation d'installations existantes.

- Code des Postes Télécommunications - Articles L.47 et R.20-50.

En cas d'échec, après avoir invité les différents opérateurs à négocier, et ce dans un délai de trois mois, l'opérateur auteur de la demande initiale, peut la confirmer en précisant les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible d'utiliser les installations existantes (cf. E. "Les délais d'instruction").

- L'invitation au partage d'installations, avec partage de l'investissement par le gestionnaire du domaine public routier.

Est prévue la possibilité, pour le maître d'ouvrage routier, de négocier le partage des investissements en cas de partage des installations avec un ou plusieurs opérateurs.

- Code des Postes et Télécommunications - Article R.20.54.

Il est alors passé une convention qui vaut Arrêté d'A.O.T. Elle précise les éléments de l'installation bénéficiant au pétitionnaire, celles réalisées pour le compte du gestionnaire du domaine public routier, et celles réservées au futur partage avec d'autres opérateurs.

Dans ce cas, le montant de la redevance est fixé en tenant compte de l'intérêt de l'investissement pour le gestionnaire du domaine public routier.

- L'obligation de partage

Le gestionnaire du domaine public routier peut subordonner l'octroi de l'A.O.T. à la réalisation de travaux permettant le partage ultérieur des installations et rend publiques les conditions d'accès à celles-ci.

- Code des Postes et Télécommunications - Article R.20-48.

Il en est ainsi lorsqu'une demande d'un opérateur conduira à l'utilisation de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier disponible. Ce cas de figure se présente lorsqu'il y a rareté des espaces utilisables.

- L'utilisation par un opérateur de Télécommunications d'ouvrages ou de dispositifs appartenant à l'Etat

L'utilisation d'un tube de protection appartenant à l'Etat, est une A.O.T. spécifique délivrée par le gestionnaire de la voirie.

La redevance n'est alors pas celle prévue à l'Article R.20.52 du Code des Postes et Télécommunications, mais est fixée et recouvrée par les Services Fiscaux.

- Les conditions de partage d'installations souterraines établies en vertu d'une seule autorisation

Elles s'entendent **sans partage** de l'investissement par le gestionnaire du domaine public routier.

Lorsqu'un **même** opérateur réalise un ouvrage d'accueil comprenant **un ou plusieurs tubes de protection occupés ou non** par des câbles, l'occupation fait l'objet **d'une seule autorisation**, précisant le nombre de tubes. Le nombre de câbles constitue une information qui n'a pas à figurer sur l'Arrêté d'occupation (A.O.T.), car le câble compris dans le tube de protection n'est pas distinct de ce dernier.

Ces deux éléments (*tube et câble*) constituent **une artère**.

- Code des Postes et Télécommunications - Article R.20-52.

Ainsi, l'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) n'est délivrée qu'au titre de la pose ou de l'existence du tube de protection.

Compte tenu de cette règle, dans le cas de la pose d'un ouvrage multitubulaire, destiné à accueillir les câbles de plusieurs opérateurs, ceux-ci peuvent parmi eux choisir un mandataire qui désignera le titulaire de l'autorisation d'occupation (A.O.T.) qui ne sera suivie d'aucune autre A.O.T. pour le passage d'un nouveau câble.

• La redevance

Le produit des redevances relatives à l'occupation du domaine public routier est versé au gestionnaire du domaine occupé dans les conditions fixées par l'Arrêté d'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.)

- Décret n° 97-683 du 30 mai 1997 - Article R.20-51.

- Redevance liée à l'occupation du domaine public routier

Elle est codifiée par l'Article **R.20-52 du Décret n° 97.683 du 30 mai 1997**, dont les dispositions ont été adoptées par **Délibération n° 97.1022 du Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX DU 28 novembre 1997**.

Elle est versée **annuellement**.

1. *Pour les routes nationales, les routes départementales et les voies communales, la valeur maximale de la redevance exprimée en kilomètre linéaire et en francs s'élève à 150 pour chaque artère.*

“On entend par artère :

a) dans le cas d'une utilisation du sous-sol, un tube de protection contenant ou non des câbles, ou un câble en pleine terre ,

b) dans les autres cas l'ensemble des câbles tirés entre deux supports.

2. *Dans le cas d'installation de stations radioélectriques, la valeur maximale de la redevance exprimée en francs et par installation de plus de 12 mètres est de 1000 pour des antennes et de 2000 pour les pylônes.*

3. *S'agissant des autres installations, la valeur maximale de la redevance exprimée en francs par mètre carré au sol est de 100. L'emprise des supports liés aux artères mentionnées au 2° ne donne toutefois pas lieu à redevance.*

Les redevances maximales mentionnées au présent article évoluent au 1^{er} janvier de chaque année proportionnellement à l'évolution de l'indice du coût de la construction mesuré au cours des douze mois précédant la dernière publication de l'indice connu au 1^{er} janvier.

En cas d'autorisation tacite, la redevance est due sur la base du barème applicable et des éléments techniques figurant dans le dossier de demande”.

Il faut préciser que la Communauté Urbaine de BORDEAUX, par **Délibération n° 98-485, adoptée par le Conseil de Communauté du 24 juillet 1998, a décidé une exonération de redevance** sur les tubes vides implantés par les opérateurs de télécommunications **à la demande** de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

- Redevance liée à l'occupation du domaine public non routier.

Le montant de la redevance **n'est pas réglementé**.

Il doit respecter des conditions non discriminatoires entre les opérateurs de télécommunications, en appliquant un principe d'égalité, la redevance devant être raisonnable et proportionnée à l'usage du domaine occupé.

Ainsi, la Communauté Urbaine de BORDEAUX, par **Délibération n° 98-398 du Conseil de Communauté du 29 mai 1998**, a adopté une tarification des redevances et indemnités pour l'occupation du domaine public non routier par les opérateurs de télécommunications.

F. Cas particuliers des autoroutes

Electricité de France et les distributeurs de gaz, ne peuvent occuper le domaine autoroutier qu'en respectant les dispositions posant le principe selon lequel, à l'exception des installations nécessaires à l'exploitation de l'autoroute, aucune autorisation ne peut être accordée.

- **Code de la voirie routière Art. R.122-5.**

3.3 - Occupation du domaine public routier par les pipe-lines, les canalisations de produits chimiques et les canalisations de transport de chaleur

A. Les pipe-lines

Les pipe-lines d'intérêt général destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés peuvent emprunter le domaine public routier.

- **Loi n° 58.336 du 29 mars 1958. Article 11.**

Ces travaux sont déclarés d'utilité publique par Décret en Conseil d'Etat. Ce décret déclaratif d'utilité publique permet au bénéficiaire d'occuper le domaine public routier, et fixe les caractéristiques principales de l'ouvrage, son tracé et les obligations du bénéficiaire vis à vis du domaine public routier.

L'utilisation du domaine public routier est en outre soumise aux dispositions des articles 23 à 32 du Décret n° 59.645 du 16 mai 1959.

- Code de la Voirie Routière. Article R.113-7.

Les occupations du domaine public routier sont strictement limitées à celles qui sont nécessaires et aucune conduite ne peut être établie sans que le projet fixant les conditions techniques d'exécution n'ait été préalablement soumis à l'autorité gestionnaire du domaine public routier.

Le bénéficiaire doit avant de commencer les travaux d'exécution ou de grosse réparation d'une conduite autorisée, en donner avis au gestionnaire du domaine public routier, et enfin, fournir les plans indiquant notamment les dispositions adoptées pour les traversées de voies publiques.

Par ailleurs, le bénéficiaire est tenu de déplacer ses conduites à la demande de l'autorité gestionnaire du domaine public routier. S'il n'exécute pas le déplacement prescrit, celui-ci est pourvu d'office et à ses frais.

Enfin, cette occupation a lieu, à titre onéreux, par le paiement d'une **redevance**.

- Décret n° 73.870 du 28 août 1973.

B. Canalisations de transport de chaleur

La construction des canalisations de transport d'énergie thermique est déclarée d'intérêt général, par Décret en Conseil d'Etat, après enquête publique,

Le transporteur peut occuper le domaine public routier tout en se conformant au Règlement Général de voirie.

Avant d'entreprendre des travaux de construction d'aménagement ou de réparation d'un ouvrage impliquant l'ouverture d'un chantier intéressant le domaine public routier, le transporteur ou le distributeur doit obtenir l'agrément de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, autorité gestionnaire.

Enfin, cette occupation a lieu à titre onéreux, et donc soumise à **redevance**.

C. Canalisations de produits chimiques

Lorsque la construction et l'exploitation de canalisations de transport de produits chimiques, contribuent à l'expansion économique, les travaux relatifs à ces ouvrages peuvent être déclarés d'intérêt général par Décret, pris sur avis conforme du Conseil d'Etat. Ces travaux ont le caractère de travaux publics.

- Loi n° 65.498 du 29 juin 1965. Art. 1.

L'intervention du texte d'approbation des caractéristiques principales de l'ouvrage confère au transporteur le droit d'exécuter les travaux sur et sous l'ensemble des dépendances du domaine public routier, en se conformant aux dispositions du Règlement Général de voirie en matière d'autorisation d'occupation du domaine public routier.

- Décret n° 65.881 du 18 octobre 1965. Article 32.

En matière de déplacement des canalisations demandé par le gestionnaire du domaine public routier pour un motif de sécurité publique, ou dans l'intérêt de la voirie., le transporteur doit en concertation avec celui-ci l'opérer **à ses frais et sans indemnité**.

- Décret n° 65.881 du 18 octobre 1965. Article 36.

Enfin, cette occupation a lieu à titre onéreux, et donc soumise à **redevance**.

- Décret n° 65.881 du 18 octobre 1965. Article 43.

4.1 - La Communauté Urbaine de BORDEAUX : non propriétaire et non gestionnaire

A. Les autoroutes

Elles appartiennent exclusivement au domaine public de l'Etat.

Elles sont ou non concédées à une Société privée concessionnaire d'autoroutes.

B. Les routes nationales

Elles appartiennent au domaine public de l'Etat. Elles sont libres d'accès et ne sont pas soumises au péage.

Afin d'aménager et de développer le réseau national, il a été créé le schéma directeur routier national (1988) qui constitue le cadre à long terme des infrastructures routières interurbaines et ne concerne pas les structures routières nationales en milieu urbain.

Nul ne peut les occuper notamment en y installant des ouvrages, que dans la mesure où cette occupation est compatible avec les nécessités de la circulation.

Elles peuvent procéder d'un classement ou faire l'objet d'un déclassement.

1. Classement dans le domaine public routier national

Le classement dans la voirie nationale d'une route départementale ou d'une voie communale existante ne peut être effectué qu'avec l'accord de la Collectivité intéressée.

Ce qui ne pose en principe aucun problème, car par ce classement, la Collectivité voit ses charges allégées et le réseau routier amélioré.

2. Déclassement du domaine public routier national

Le déclassement fait perdre à une route, son caractère de voie publique et la

soustrait au régime juridique du réseau auquel elle était incorporée.

Il est justifié, notamment par l'ouverture d'une voie nouvelle ou le changement de tracé d'une voie existante.

Le reclassement dans la voirie départementale ou communale rend propriétaire et gestionnaire la Collectivité locale bénéficiaire.

3. Occupation du domaine public routier national

Elle n'est autorisée que si elle a fait l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire (A.O.T.) : permission de voirie ou permis de stationnement.

Elle est soumise à une autorisation préalable d'exécution de travaux, et aux mesures de la coordination de travaux, assurées par la Mairie en agglomération (cf. Chap. 7) ;

- **Code de la voirie routière. Art. 115.1.**

4. Servitudes imposées aux riverains des routes nationales

En dehors des servitudes d'alignement (cf. Chap. 2) de nombreuses servitudes sont imposées aux riverains comme pour tout domaine public routier (cf. Chap. 5).

C. Les routes départementales

Elles appartiennent au domaine public routier départemental, et leur gestion est donc confiée au Président du Conseil Général.

- **Code de la voirie routière. Art. L.131.3.**

Elles peuvent être déclassées au profit du domaine public communal qui doit ici s'entendre comme domaine public routier de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

Se reporter au développement relatif aux routes nationales, en matière de classement et de déclassement, d'exécution et de coordination des travaux.

Pour ce qui est des routes nationales et départementales traversant le territoire de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, il est important de signaler qu'en agglomération un usage instaure un partage au niveau de l'intervention de la Communauté Urbaine de BORDEAUX de l'Etat ou du Conseil Général.

L'Etat ou le Département propriétaire de la voie, intervient sur la bande de roulement exclusivement, les îlots directionnels inclus.

La Communauté Urbaine de BORDEAUX, a quant à elle, la charge de certaines dépendances de la voie (*trottoirs, bas-côtés, caniveaux, etc...*), à l'exception des espaces verts et de l'éclairage public.

D. Les chemins ruraux

Ils appartiennent au domaine privé de la Commune et sont affectés à la circulation publique.

- **Code de la voirie routière. Art. L.161.1.**

Ils sont donc soumis à un régime juridique qui fait appel au droit privé (*contestation sur leur propriété*) et au droit public (*ouverture à la circulation publique qui les fait considérer comme un ouvrage public, notamment quant à ses dépendances et aux travaux qui y sont effectués*).

Ces chemins ont avant tout une vocation agricole, c'est-à-dire permettre aux exploitants d'accéder aux diverses parties de leur domaine.

Trois règles caractérisent les chemins ruraux, ce sont des chemins appartenant aux Communes, affectés à l'usage du public, qui n'ont pas été classés comme voies communales.

- **Code rural. Art. 59.**

- **Affectation à l'usage du public**

Elle peut s'établir par la destination du chemin, jointe soit au fait d'une circulation générale et continue, soit à des actes réitérés de surveillance et de voirie de la Commune, soit par leur inscription à un plan départemental de randonnées.

- **Code rural. Art. 60.**

- **Propriété de la Commune**

Tout chemin affecté à l'usage du public est présumé appartenir à la Commune sur le territoire de laquelle il est situé.

- **Code rural. Art. 61.**

Ainsi en est-il d'un chemin non classé comme voie communale, mais qui a été affecté à l'usage du public.

- **Non classement dans la catégorie des voies communales**

Un chemin appartenant à la Commune, affecté à l'usage du public, mais considéré voie communale ne peut être un chemin rural.

Il appartient donc au domaine privé de la Commune, est de ce fait prescriptible, et peut faire l'objet d'une prescription acquisitive trentenaire.

Enfin, le chemin ne doit pas être situé dans une zone urbanisée et présenter l'aspect d'une rue. Il constituerait dans cette hypothèse une voie publique au sens domanial du terme, c'est-à-dire une voie appartenant par destination à la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

- **Conseil d'Etat 19 mai 1976. Société Coopérative LA LEONARDE.**

1. Délimitation des chemins ruraux

Il n'existe pas de plan d'alignement pour les chemins ruraux qui sont des voies privées. Les limites ne peuvent être fixées que par la procédure du bornage.

2. Désaffectation, suppression et aliénation des chemins ruraux

La désaffectation d'un chemin rural résulte d'un état de fait, notamment l'absence d'entretien effectué par la Commune.

La suppression et l'aliénation d'un chemin rural, ne peuvent intervenir que dans le cadre de la vente.

- **Code rural. Art. 69.**

3. Entretien et travaux

L'entretien d'un chemin rural ne constitue pas pour la Commune, une dépense obligatoire.

- Conseil d'Etat. 20 janvier 1984. Société Civile du Domaine du BERNET.

Toutefois, la responsabilité de la Commune peut dans certains cas être engagée.

Les travaux ont le caractère de travaux publics.

Les dépenses d'entretien et pour travaux, sont à la charge de la Commune qui peut notamment instaurer une taxe spéciale.

- Code rural. Art. 66.

4. Pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et de la conservation

Le Maire est chargé du pouvoir de police de la circulation et de la conservation.

- Code rural. Art. 64.

Les pouvoirs de police du Maire portent sur les interdictions et les obligations qui incombent aux usagers et aux riverains de chemins ruraux, et qui sont destinées à les protéger.

- Décret du 18 septembre 1969. Art. 10 à 20.

Comme pour toutes les autres voies, les infractions à la police de la conservation sont de deux sortes : les contraventions par commission (*acte prohibé*), et par omission (*abstention de faire constitutive d'un manquement à une obligation préexistante*).

Le Maire est tenu de prendre des mesures de police nécessaires pour assurer l'ouverture à la circulation publique des chemins ruraux qui ont été fermés par des propriétaires riverains.

- Conseil d'Etat 7 juin 1989. TEXEROT.

Le refus du Maire de rétablir la circulation publique peut faire l'objet d'un

contentieux qui est exceptionnellement du ressort des Tribunaux administratifs.

Hormis ce cas d'inexécution par le Maire de sa mission d'intérêt public, les infractions à la police de la conservation, sont jugées devant les Tribunaux judiciaires.

Il n'y a pas de contraventions de voirie pour les chemins ruraux, car ils appartiennent au domaine privé de la Commune.

- Cour de Cassation-Criminelle. 13 mars 1963. LABRUNE.

Les obstacles sur la voie ouverte à la circulation publique et les troubles à la circulation relèvent du Code de la route (*Art. 7 et R. 236*).

Enfin, les infractions à la police de la conservation sont constatées, outre le Maire, ses adjoints et la police, par les gardes-champêtres et les gardes particuliers assermentés.

5. Interdiction de circulation sur les chemins ruraux

Le Maire peut interdire la circulation de certains véhicules incompatibles avec la constitution, la résistance ou la largeur des chemins ruraux.

- Décret 18 septembre 1969. Art. 6.

- Conseil d'Etat. 20 avril 1977. Consorts PRINSON.

Mais, le Maire ne peut, sans méconnaître le principe de la liberté de circulation, prononcer une interdiction générale de circulation.

- Conseil d'Etat. 6 février 1963. Association Le Club du Soleil.

4.2 - La Communauté Urbaine : non propriétaire mais gestionnaire

Il s'agit de la superposition de gestions.

Cette procédure appelée aussi superposition d'affectations ou de domanialités, donne à un bien du domaine public, une destination nouvelle tout en lui conservant sa destination primitive.

Cela signifie qu'un bien du domaine public appartenant à une personne publique et déjà affecté par elle à un service public peut, tout en restant la propriété de cette personne publique recevoir en même temps, une affectation supplémentaire au profit d'un autre service public ou d'une autre personne publique.

Cette superposition de gestions se rencontre en matière routière dans les cas suivants :

- pour les passages à niveau qui sont utilisés à la fois par la voie publique et par la voie ferrée,
- pour le domaine public fluvial dont les dépendances telles que berges de fleuves, peuvent être affectées à la circulation publique,
- dans le cas où deux voies publiques n'appartenant pas à la même Collectivité se croisent à des niveaux différents,
- dans le cas où deux voies publiques n'appartenant pas à la même Collectivité, se croisent au même niveau.

Il convient de préciser que si la Collectivité propriétaire n'entend pas conserver au bien sa destination primitive, c'est la procédure de transfert de gestion, dite aussi transfert d'affectation, qui doit être utilisée.

A. Superposition de gestions du domaine public routier et du domaine public ferroviaire

«Le croisement à niveau, en tréfonds ou en sursol, d'une ligne du réseau ferré national par une voie de communication publique nouvelle n'ouvre droit, au profit de la Société nationale des chemins de fer français, à aucune indemnité à caractère domanial pour la partie de l'installation de croisement située à la verticale de la voie ferrée.

Au cas où, dans une agglomération, l'ouvrage emprunte longitudinalement une ligne de réseau ferré national, ou croise celle-ci, et où il en résulte une diminution, sans limite de durée, de possibilités d'utilisation du domaine public ferroviaire, l'utilisation du sursol ou du tréfonds de ce domaine fait l'objet d'un transfert de gestion, à titre onéreux, à l'Etat, ou d'une cession à la

collectivité territoriale intéressée, selon les procédures définies à l'article 9 ou à l'article 10 du décret du 13 septembre 1983.

Les dépendances du domaine ferroviaire situées de part et d'autre de la voie ferrée, qui sont distraites définitivement de ce domaine pour la réalisation de l'ouvrage de croisement sont transférées en gestion à l'Etat ou cédées à la collectivité territoriale intéressée, selon les procédures définies à l'alinéa précédent.

Les dispositions qui précèdent sont applicables, réciproquement, dans le cas du croisement à niveau, en tréfonds ou en sursol, d'une voie de communication publique existante par une ligne de chemin de fer nouvelle»

- Décret n° 83.816 du 13 septembre 1983. Art. 19.

Toutefois, en ce qui concerne le domaine public routier national, cette superposition de gestions fait l'objet d'une convention dont les modalités sont fixées par la circulaire n° 85-70 du 10 octobre 1985 «relative aux règles de partage du financement en cas de croisement ou de juxtaposition d'une route nationale et d'une voie ferrée».

Les dépenses relatives à la gestion des ouvrages sont en règle générale, prises en charge par les services ayant assuré l'étude et la construction de l'ouvrage ou sa modification, et qui en assure la gestion.

La convention doit préciser quel est le gestionnaire, et la répartition des charges financières de gestion.

Ainsi, le gestionnaire assume la pleine responsabilité de la gestion de l'ouvrage, et informe l'autre service dans la mesure où son intervention aurait une interférence dans le domaine qui n'est pas le sien.

Lorsque le gestionnaire est saisi d'une demande d'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.), il recueille l'accord de l'autre service lorsque les travaux y afférents auront une incidence sur l'exploitation de la voie gérée par ce dernier.

B. Superposition de gestions du domaine public routier et du domaine public fluvial

La circulaire (*travaux publics*) n° 11 du 10 février 1958 relative au domaine public fluvial artificiel, précise les règles générales auxquelles obéit la procédure de superposition de gestions.

Dans le cas où les dépendances du domaine public fluvial susceptibles d'être utilisées pour la circulation publique ne répondent plus aux besoins actuels ni futurs de la navigation, elles doivent être transférées à la Collectivité Locale par voie de transfert de gestions.

- Code du domaine de l'Etat. Art. L. 35 et R. 58.

La procédure de superposition de gestions doit être employée lorsque les dépendances du domaine public fluvial n'ont pas cessé de présenter une utilité pour la navigation. Le domaine public fluvial va alors faire l'objet d'une seconde utilisation. Il sera affecté à la voirie communautaire après agrément donné par autorité préfectorale au vu de la Délibération du Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

L'acte de classement de la voie doit renfermer une disposition indiquant que les terrains du domaine public fluvial, compris dans la voie, continuent à en faire partie et qu'en cas de déclassement de la voie, la gestion de ces terrains reviendra à l'Etat.

La Communauté Urbaine de BORDEAUX prend à sa charge l'entretien de la chaussée et la signalisation.

La Mairie quant à elle assure la réglementation de la circulation, du stationnement et de l'éclairage public, ainsi que le balayage nécessaire à la sécurité de l'utilisateur (*cf. 4.3 E*).

Elles sont, l'une et l'autre pour leur compétence, responsables des dommages pouvant résulter du mauvais état de la voie, d'un défaut de signalisation ou d'éclairage, et d'une manière générale, de l'utilisation de la voie par le public.

La Communauté Urbaine de BORDEAUX, gestionnaire, peut délivrer des

Autorisations d'Occupation Temporaire (A.O.T.).

L'Etat conserve le droit d'apporter au domaine public toutes les modifications nécessaires au service de la navigation et celui d'ordonner la suppression de la seconde affectation, sans verser d'indemnités.

Enfin, dans l'hypothèse où les parcelles du domaine public fluvial transférées cesseraient d'être utilisées, elles reviendraient à l'Etat.

C. Superposition de gestions consécutive au croisement de deux voies publiques n'appartenant pas à la même Collectivité

Une convention est dans ce cas passée entre les différents propriétaires de voies, afin de régler les modalités de cette superposition et déterminer les obligations de chacune des parties.

D. Les ponts : superposition de gestions entre la Communauté Urbaine de BORDEAUX et l'Etat ou la Collectivité locale, dont ils constituent le domaine public routier

Les ponts sont considérés par la Jurisprudence, comme faisant partie de la voie dont ils assurent la continuité.

Ils font partie de la voirie nationale, départementale ou communautaire, selon la domanialité de la route dont ils relient les parties séparées.

Les ponts sont donc soumis au même régime juridique que les voies dont ils assurent la continuité.

Sur le territoire de la Communauté Urbaine de BORDEAUX des conventions de gestion en matière de maintenance sont passées entre le propriétaire de l'ouvrage d'art et la Communauté Urbaine de BORDEAUX qui est chargée d'assurer l'entretien de la superstructure, l'infrastructure restant à la charge de l'entité propriétaire.

4.3 - La Communauté Urbaine de BORDEAUX : propriétaire et gestionnaire

Il s'agit de la voirie «communautaire».

Ce sont les voies communales transférées dans le domaine public communautaire par les 27 Communes constitutives de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, depuis sa création en 1968, conformément à la loi n° 66.1069 du 31 décembre 1966 relative aux Communautés Urbaines.

A. Définition et caractéristiques techniques

1. Définition

Les voies communautaires appartiennent au domaine public routier de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

Le caractère de route express peut leur être conféré.

- Code de la Voirie Routière. Art. L.141.1.

La classification comme route express, répond aux critères suivants :

- route à grande circulation,
- interdiction d'accès direct des riverains,
- accession à la voie uniquement en certains points spécialement aménagés.

La route express, malgré son statut particulier, reste soumise pour son administration et sa gestion, aux mêmes règles que les voies communautaires, car il n'y a pas classement dans une nouvelle catégorie de voie, mais simplement reconnaissance d'une spécificité.

Enfin, les voies communautaires sont **imprescriptibles** et **inaliénables** (*à la différence des chemins ruraux qui par ailleurs, sont restés propriété privée des Communes constituant la Communauté Urbaine de BORDEAUX*),

2. Caractéristiques techniques

Les voies communautaires doivent répondre à un double objectif de circulation et de desserte.

Elles doivent permettre ainsi l'écoulement des eaux pluviales, l'assainissement et doivent être homogènes en matière de déclivité et de rayon de courbes.

- Code de la voirie routière. Art. R. 141.2.

B. Classement, déclassement et aliénation des voies communautaires

1. Classement

C'est l'acte administratif qui confère à une voie son caractère de voie publique et la soumet au régime juridique du réseau auquel elle se trouve incorporée.

Le classement prend effet à la date de publication de la décision pour les voies existantes, et à la date d'ouverture à la circulation pour les voies à ouvrir.

Il peut résulter implicitement de certains actes (*redressement, élargissement*).

- Conseil d'Etat. 17 novembre 1961. Consorts de La Bastide des Jourdans c. Dame et Delle ROUX.

Dans le cas où la voie n'a pas fait l'objet d'un classement, le caractère de voie publique lui est reconnu si elle remplit les conditions suivantes :

- être située en agglomération,
- appartenir à la Collectivité Locale,
- être affectée à la circulation publique.

La procédure de classement suppose de recourir à une **enquête publique**, lorsque les décisions de classement, d'ouverture, de modification des emprises de la voie ne donnent pas lieu à expropriation, c'est-à-dire lorsque la Communauté Urbaine de BORDEAUX est déjà propriétaire des terrains à incorporer, ou lorsque les parcelles privées bâties ou non bâties qui doivent être incorporées à la voie, ont fait l'objet d'accords amiables.

- Code de la voirie routière. Art. L. 141.3 et R. 141.4 à R. 141.10.

L'enquête publique s'effectue de la manière suivante :

Un arrêté du Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX désigne un

commissaire-enquêteur et précise l'**objet** de l'enquête, la **date** à laquelle celle-ci sera ouverte et les **heures et lieu** où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations.

La durée de l'enquête est fixée à quinze jours.

- Code de la voirie routière. Art. R.141.4.

Le Directeur des services techniques peut être désigné commissaire-enquêteur.

- Conseil d'Etat 29 mai 1985. Association de Défense des Creillois.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, l'arrêté est publié par voie d'affiche et éventuellement par tout autre procédé.

- Code de la voirie routière. Art. R. 141.5.

La composition du dossier d'enquête comprend :

- une notice explicative,
- un plan de situation,
- s'il y a lieu, une appréciation sommaire par nature de dépense à effectuer,
- l'étude d'impact, lorsqu'elle est prévue par la réglementation en vigueur.

Lorsque le projet mis à l'enquête est relatif à la délimitation ou à l'alignement des voies, il comprend en outre :

- un plan parcellaire comportant l'indication d'une part des limites existantes de la voie, des parcelles riveraines et des bâtiments existants, d'autre part des limites projetées de la voie,
- la liste des propriétaires des parcelles comprises, en tout ou partie, dans l'emprise du projet,
- éventuellement, un projet de plan de nivellement.

- Code de la voirie routière. Art. R.141.6.

Une notification individuelle du dépôt du dossier à la Communauté Urbaine de BORDEAUX est faite aux propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet, sous pli recommandé, avec demande d'avis de

réception, lorsque leur domicile est connu ou à leurs mandataires, gérants administrateurs ou syndics.

- Code de la voirie routière. Art. R. 141.7.

Lorsque leur domicile est inconnu la notification est faite, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural.

Cette enquête publique ne s'applique pas dans plusieurs cas :

- lorsque le recours à la procédure d'expropriation est nécessaire,
- lorsque le classement ou le déclassement se rapporte à une route nationale,

- Code de la voirie routière. Art. L. 123.2 et L.123.3.

- dans le cadre d'une opération de remembrement, les enquêtes prévues par ce texte suffisent de par leur caractère de très large consultation du public,

- Code rural. Art. 6.

- dans le cas de transfert de domanialité, entre l'Etat, le Département ou la Collectivité Locale, décidé par Décret en Conseil d'Etat,

- Code de l'urbanisme. Art. L. 318.1.

- dans le cas d'opérations inscrites dans un plan d'occupation des sols (P.O.S.) ou de classement d'office de voies privées urbaines dans la voirie communautaire,

- Code de l'Urbanisme. Art. L. 123.3-1 et L. 318.3.

- dans le cas de l'approbation d'un plan d'occupation des sols (P.O.S.).

- Code de l'urbanisme. Art. L. 123.33.

Après l'enquête publique toutes les décisions de classement et de déclassement font l'objet d'une Délibération du Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX

2. Déclassement

C'est l'acte administratif qui fait perdre à une voie son caractère de voie publique et la soustrait au régime juridique du réseau auquel elle était incorporée.

Pour le Conseil d'Etat, suivi par la pratique administrative, il **n'existe pas de déclassement de fait**, car le domaine public est inaliénable et imprescriptible.

- **Conseil d'Etat. 9 mai 1958. DELORT.**

Toute voie communautaire déclassée et non reclassée, tombe dans le domaine privé de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

La Communauté Urbaine de BORDEAUX n'est nullement tenue d'aliéner les délaissés de voirie, mais peut les affecter à de nouvelles fins d'intérêt public.

- **Cour de cassation civile I. 28 mai 1968. DS 1969.**

Il faut rappeler que l'illégalité d'une décision de déclassement est de nature à engager la responsabilité de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

- **Conseil d'Etat 24 mars 1972. DELORT et Dame VILNET.**

L'arrêté prescrivant l'enquête en vue du déclassement et de la désaffectation d'une partie de rue constitue une simple mesure préparatoire ne faisant pas grief aux intéressés.

- **Conseil d'Etat 9 mai 1980. Baguet.**

3. Aliénation des voies déclassées

Lorsqu'une voie communautaire déclassée ne fait l'objet d'aucun classement dans une autre voirie, elle peut être aliénée totalement ou partiellement. Les propriétaires riverains disposent alors d'un droit de préemption.

- **Code de la voirie routière. Art. L.112.8.**

C. Ouverture, élargissement, redressement et plans généraux d'alignement

Toutes les décisions relatives à l'ouverture, à l'élargissement, au redressement et à l'établissement de plans généraux d'alignement font l'objet d'une délibération du Conseil de Communauté Urbaine de BORDEAUX, prise après enquête publique.

Toutefois, ces décisions qui visent à fixer les limites des voies communautaires

ont des conséquences différentes selon que la Communauté Urbaine de BORDEAUX doit ou non acquérir des terrains dans ce but.

- **Code de la voirie routière. Art. L. 112.1 et 141.3.**

1. Ouverture d'une voie nouvelle

Elle concerne soit la construction d'une route nouvelle, soit l'ouverture à la circulation publique d'une route existante mais qui n'était pas classée dans le domaine public routier communautaire.

En cas d'ouverture d'une voie nouvelle nécessitant l'acquisition de terrains, celle-ci se fait généralement par voie d'expropriation.

Il y a alors enquête publique prévue par le Code de l'expropriation et au vu de celle-ci, Délibération du Conseil de Communauté.

L'utilité publique de l'expropriation ne peut être déclarée que si le coût et si les atteintes à la propriété privée, ou à des intérêts généraux, ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt de l'opération.

- **Conseil d'Etat. 28 mai 1971. Ville Nouvelle Est.**

Les travaux prévus par la Déclaration d'utilité publique (D.U.P.), doivent être compatibles avec le P.O.S. ou un document d'Urbanisme en tenant lieu.

- **Conseil d'Etat. 11 janvier 1974. Vve BARBARO.**

- **Conseil d'Etat. 21 janvier 1983. Comité de défense des expropriés des deux rives du FREMUR.**

Les terrains peuvent également être acquis à l'amiable, ce qui ne dispense pas de l'enquête publique.

2. Elargissement et redressement des voies existantes

Il doit s'agir de terrains non bâtis, ni clos de murs, et il faut que les limites de la voie puissent être repérées sans ambiguïté sur les plans mis à l'enquête publique.

- **Code de la voirie routière. Art. L 112.1 et L.141.3.**

Elle produit quant aux droits réels et personnels portant sur les terrains incorporés à la voirie communautaire, les mêmes effets que l'expropriation, et la prise de possession des terrains ne peut intervenir, sauf accord des propriétaires, qu'après paiement ou consignation de la somme.

Par ailleurs, cette procédure donne lieu aux formalités de publicité foncière.

- **Code de la voirie routière. Art. L.141.11.**

Enfin, les terrains nécessaires, peuvent faire l'objet d'une cession gratuite.

- **Code de l'urbanisme. Art. R. 332.15.**

D. Etablissement des plans généraux d'alignement

L'établissement des plans généraux d'alignement relève du Conseil de Communauté, après enquête publique.

- **Code de la voirie routière. Art. L.141.3.**

Il est en outre obligatoire.

- **Code Général des Collectivités Locales. Art. L.2321.2.**

La Communauté Urbaine de BORDEAUX doit également établir des plans de nivellement, par lesquels elle fixe de manière unilatérale le niveau des voies publiques par rapport au droit des propriétés riveraines, sans produire d'effet sur ces propriétés.

Les plans généraux d'alignement après enquête publique et approbation du Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX font l'objet d'une publicité dans les formes de publication des actes administratifs.

Les servitudes qui en résultent doivent être annexées au Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.), pour être opposables aux tiers.

Enfin l'Arrêté individuel d'alignement est délivré par le Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, qui ne peut le refuser au propriétaire qui en fait la demande (*sur la procédure d'alignement . cf. Chap. 2*).

E. Entretien et travaux

1. Entretien

Les dépenses d'entretien des voies communautaires font partie des dépenses obligatoires mises à la charge de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

- **Code de la voirie routière. Art. L.141.8.**

- **Code général des collectivités territoriales. Art. L.2122.21**

En effet, la Communauté Urbaine de BORDEAUX est responsable du défaut d'entretien des voies communautaires et des conséquences dommageables qu'il peut entraîner.

Il s'agit notamment de la remise en état des voies publiques dégradées à la suite d'intempéries ou d'accidents naturels.

- **Conseil d'Etat. 10 juillet 1987. DEREZ.**

L'entretien des voies communautaires, relève du pouvoir de police de la conservation, attribuée au Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX (Cf. F.2), et comprend notamment le balayage qui relève de la Communauté Urbaine de BORDEAUX de par les dispositions de la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966, relative aux Communautés Urbaines.

Le balayage constitue une activité matérielle ayant pour finalité **tant la propreté du domaine public routier, que le maintien de la sécurité de l'usager.**

Or en vertu des dispositions de l'article L. 5215.27 du Code Général des Collectivités Territoriales. la Communauté Urbaine de BORDEAUX **confie, par convention, la gestion de ce service** aux communes membres.

2. Travaux

Les travaux effectués sur les voies communautaires pour le compte de la Communauté Urbaine de BORDEAUX ou par elle-même, ont le caractère de travaux publics.

Le Maire, conformément au pouvoir de police de la circulation assure la coordination des travaux affectant le sol et le sous-sol des voies (cf. Chap. 7).

- Code de la voirie routière. Art. L.115.1.

La Communauté Urbaine de BORDEAUX, pour les travaux effectués dans le cadre d'une intervention sur le domaine public routier par des tiers, délivre sur la présentation d'une **demande d'autorisation d'exécution de travaux un Arrêté d'autorisation d'exécution de travaux** fixant leurs droits et obligations assorti des prescriptions techniques d'ouverture et de réfection de la chaussée, du trottoir et de remise en place de la signalisation horizontale, verticale et lumineuse.

Une fois cet Arrêté délivré, le demandeur doit adresser à la Communauté Urbaine de BORDEAUX, à la Commune et aux concessionnaires exploitants de réseaux la **Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.)**.

Celle-ci ainsi que l'Arrêté devront être détenus par le demandeur afin de pouvoir être présentés à tout moment au cours du chantier à un agent de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

F. Pouvoir de police

1. Pouvoir du police du Maire - police de la circulation

A ce titre, il délivre les permis de stationnement (cf. Chap. 3 A.O.T.) qui correspondent à une occupation superficielle du domaine public routier, sans emprise et qui ne modifient pas l'assiette du domaine public routier.

Il peut interdire d'une manière permanente ou temporaire l'usage de tout ou partie du réseau des voies, aux catégories de véhicules dont les caractéristiques sont incompatibles avec la constitution des voies et avec la résistance et la largeur de la chaussée.

- Code de la voirie routière. Art. R. 141.3.

Cette mesure a pour but de protéger l'intégrité des voies et d'assurer la sécurité et la commodité de la circulation.

Toutefois, le Maire ne peut édicter une interdiction qui priverait les riverains de l'accès à leur propriété.

- Conseil d'Etat 21 mars 1984. Consorts CHAUMARD c. Commune de LA BARDEN

Par ailleurs, toujours dans le but d'assurer la sécurité et la commodité de passage sur les voies publiques, le Maire prend toute mesure relative au balayage, c'est-à-dire le nettoyage et l'enlèvement des encombrements (cf. E. 1. Entretien).

Enfin, il délivre des arrêtés d'interdiction de circulation, notamment dans le cadre de la coordination de travaux (cf. Chap. 7).

2. Pouvoir de police de la Communauté Urbaine de BORDEAUX : police de la conservation

La police de la conservation des voies publiques est une police spéciale qui tend à préserver l'intégrité matérielle du domaine public routier et son usage. Elle est assortie de sanctions pénales. Les infractions à la police de la conservation constituent des contraventions de voirie qui sont poursuivies devant la juridiction judiciaire.

• Compétence de la juridiction judiciaire

«La répression des infractions à la police de la conservation du domaine public routier est poursuivie devant la juridiction judiciaire sous réserve des questions préjudicielles relevant de la compétence de la juridiction administrative».

- Code de la voirie routière. Article L.116.1.

Depuis le Décret-Loi du 28 décembre 1926, confirmé par l'ordonnance du 27 décembre 1958, toutes les contraventions relatives à la police de la conservation des voies publiques, sont poursuivies devant les tribunaux judiciaires.

Ce principe a mis fin à la distinction entre contravention de petite et de grande voirie, qui relevait chacune d'une juridiction différente.

- Conseil d'Etat. 29 juin 1979. Epoux BLIN-DYEUL.

- Contravention de voirie

La contravention de voirie est un fait matériel pouvant compromettre la conservation du domaine public routier ou nuire à l'usage auquel il est légalement destiné.

On entend par domaine public routier, l'ensemble des voies publiques et leurs dépendances.

La police de la conservation a donc pour but d'empêcher tout empiètement et tout acte de nature à porter atteinte à l'intégrité du domaine public routier ou de nature à compromettre la commodité et la sécurité de la circulation.

L'Article R. 116.2 du Code de la voirie routière énumère ce qui constitue une contravention de voirie.

«Seront punis de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe (Tribunal de Police) ceux qui :

- sans autorisation, auront empiété sur le domaine public routier ou accompli un acte portant ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine ou de ces dépendances, ainsi qu'à celle des ouvrages, installations, plantations établis sur ledit domaine,
- auront dérobé des matériaux entreposés sur le domaine public routier et ses dépendances pour les besoins de la voirie,
- sans autorisation préalable et d'une façon non conforme à la destination du domaine public routier auront occupé tout ou partie de ce domaine ou de ses dépendances ou y auront effectué des dépôts,
- auront laissé écouler ou auront répandu ou jeté sur les voies publiques des substances susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publiques ou d'incommoder le public,
- en l'absence d'autorisation auront établi ou laissé croître des arbres ou haies à moins de deux mètres de la limite du domaine public routier,
- sans autorisation préalable, auront exécuté un travail sur le domaine public routier,
- sans autorisation, auront creusé un souterrain sous le domaine public routier».

De même, au titre de la jurisprudence, constituent des contraventions de voirie routière :

En tant qu'atteinte à l'intégrité du domaine public routier:

- le dommage causé par un automobiliste au revêtement d'une route (*nationale*) à la suite de l'incendie de sa voiture,

- **Cour de cassation criminelle 30 mars 1939 : Gaz. Pal 1939, II, 27.**

- la démolition du parapet d'un pont routier par un véhicule,

- **Conseil d'Etat 19 janvier 1976, département de l'Hérault C.Boget.**

- le dommage causé par un camion à un terre-plein aménagé pour le stationnement public et gratuit des véhicules,

- **Tribunal des conflits. 28 février 1977, Ville de Bagnères-de-Bigorre.**

- la construction d'un ouvrage empiétant sur la voie publique,

- **Tribunal des conflits. 4 juillet 1977, Baume et Juarez.**

- la plantation d'arbres sur le domaine public routier,

- **Conseil d'Etat 29 juin 1979, époux Blin-Dyeul.**

- creuser une cave ou une galerie sous la voie publique, car le sous-sol des voies appartient par présomption légale à la collectivité propriétaire de la voie.

- **Conseil d'Etat. 4 octobre 1968. Ausseil.**

En tant qu'acte de nature à compromettre la commodité et la sécurité de la circulation, ou non conforme à la destination du domaine public routier :

- l'installation d'un marchand ambulant avec son camion et son banc de vente sur un parking public car les aires de stationnement public ne sont pas aménagées dans un but de permettre l'exercice d'une profession commerciale, sauf dérogation expresse, mais dans celui de permettre aux véhicules de stationner sans gêner la circulation urbaine.

- **Cour de cassation. Chambre Criminelle. 4 mars 1980 et 14 février 1974.**

Le montant des contraventions de 5^{ème} classe en matière de sécurité routière s'élève à 6000,00 F au plus... montant qui peut être porté à 12 000,00 F en cas de récidive, lorsque le règlement le prévoit.

- Loi N° 89-469 du 10 juillet 1989.

- Constatation de l'infraction

L'Article L.116.2 du Code de la voirie routière définit les personnes habilitées à constater les infractions :

«Sans préjudice de la compétence reconnue à cet effet à d'autres fonctionnaires et agents par les lois et règlements en vigueur, peuvent constater les infractions à la police de la conservation du domaine public routier et établir les procès-verbaux concernant ces infractions :

- *sur les voies de toutes catégories, les gardes-champêtres des communes et des gardes particuliers assermentés,*
- *sur les voies publiques ressortissant à leurs attributions,*
les ingénieurs des Ponts et Chaussées et les ingénieurs des travaux publics de l'Etat, assermentés,
les techniciens des travaux publics de l'Etat, les conducteurs de travaux publics de l'Etat et les agents des travaux publics de l'Etat, quant ils sont commissionnés ou assermentés à cet effet.

Les procès-verbaux dressés en matière de voirie font foi jusqu'à preuve du contraire et ne sont pas soumis à affirmation».

Pour ce qui est de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, la dénomination «garde-champêtre» est remplacée par celle «d'Agent de surveillance du domaine public routier communautaire».

Leur mission est limitée au pouvoir de police de la conservation. Leur rôle sera de constater l'infraction au Règlement Général de Voirie et toute atteinte portée au domaine public routier.

Ainsi, ils dresseront procès-verbal, permettant de déclencher la procédure judiciaire à l'encontre du contrevenant ;

Le procès-verbal fait foi jusqu'à preuve contraire, c'est-à-dire peut être contesté par les auteurs de l'infraction au moyen de preuves contraires, le juge demeurant libre d'en apprécier le mérite. Toutefois, compte tenu du fait que la contravention de voirie routière est une infraction matérielle, l'absence d'élément intentionnel n'étant pas exonératoire, seule la contestation de la matérialité de l'infraction présente de l'intérêt.

Enfin, pour la Communauté Urbaine de BORDEAUX, sont aussi assermentés, pour chaque circonscription de voirie, l'Ingénieur, Chef de la circonscription et le technicien en charge de l'Unité Maintenance.

Il en est de même pour le Centre Circulation et Partage de la rue notamment pour les Ingénieurs, chefs des Départements Signalisation et Gestion du Trafic.

- Poursuites

Les infractions à la police de la conservation du domaine public routier, sont donc comme le précise l'Article L. 116. 1 du Code de la voirie routière, poursuivies devant les Tribunaux judiciaires.

Les contraventions de voirie routière étant punies d'une amende de la cinquième classe, sont de la compétence du tribunal de police, du lieu de l'infraction ou de la résidence du contrevenant.

- Code de procédure pénale. Article 522.

Les procès-verbaux des infractions sont conformément aux dispositions de l'Article L.116.3 du Code de la voirie routière, transmis au Procureur de la République qui le plus souvent prend l'initiative des poursuites.

Il engage l'action publique aux fins de condamnation pénale, en faisant délivrer au contrevenant, par huissier, une citation à comparaître devant le Tribunal.

Le Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX ou l'Ingénieur, Chef de la circonscription de voirie intéressée, disposent du même pouvoir.

Ils peuvent sans recours à un huissier, désigner un agent de l'Administration pour les suppléer et délivrer la citation au contrevenant.

L'Administration qui exerce alors l'action publique, peut faire citer les témoins, interjeter appel du jugement ou se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la Cour d'Appel.

- Code de Procédure pénale. Articles 550 à 563.

Enfin, il faut rappeler que la contravention de voirie étant une infraction matérielle, l'absence d'élément intentionnel ne constitue pas une cause d'exonération pour le contrevenant. Sa responsabilité est engagée dès lors que la matérialisation de l'atteinte au domaine public routier est établie.

Seule la force majeure est exonératoire.

- Cour de cassation. Chambre criminelle 26 mars 1957.

• Sanctions

La sanction des contraventions de voirie consiste aux termes de l'Article L.116.6 du Code de la voirie routière à la fois dans :

- une peine d'amende,
- la réparation du préjudice causé (*réparation pécuniaire, enlèvement des ouvrages faits, des plantations, remises en état des lieux*),
- le remboursement des frais des mesures provisoires et urgentes que l'Administration a pu engager pour remettre en état le domaine public routier.

Toute infraction à la conservation du domaine public routier donne naissance à l'action publique et à l'action civile.

- L'action publique :

Son but est de faire infliger une amende au contrevenant, elle est prescrite dans le délai d'un an.

La prescription court à compter du jour où l'infraction a été commise, si, dans l'année, il n'a été fait aucun acte d'instruction ou de poursuite.

Si une action a été ouverte dans ce délai, l'action publique ne se prescrit qu'après un an à compter du dernier acte.

- l'action civile :

Elle tend à **obtenir la réparation du préjudice causé**.

Cette action peut être exercée soit accessoirement à l'action publique, et devant la même juridiction, soit séparément. Dans ce cas, elle est de la compétence des Tribunaux civils et s'exerce comme suit :

- soit devant la juridiction pénale lorsque l'Administration se constitue partie civile avant intervention de la décision sur l'action publique pour qu'il soit statué sur les deux actions par un même jugement,
- soit devant la juridiction civile, ce qui s'impose lorsque l'action publique est éteinte par une loi d'amnistie ou prescrite, alors que **l'action civile est imprescriptible**, comme l'énonce l'Article L.116.6 du Code de la voirie routière. L'action civile des Collectivités Locales doit justifier d'un dommage résultant directement de l'infraction.

- Code de procédure pénale. Article 2.

Par ailleurs, le Code de la voirie routière en son Article L. 116.7 dispose que **seule la juridiction** saisie d'une infraction à la police de la conservation peut ordonner l'arrêt immédiat des travaux portant atteinte à l'intégrité du domaine public routier. L'Administration quant à elle prend alors toutes mesures nécessaires pour en assurer l'application immédiate.

Enfin, le juge ne peut pas allouer d'office une indemnité à l'Administration à l'inverse de ce qui se passe devant les Tribunaux administratifs.

L'Administration doit donc déposer des conclusions par écrit, énumérant les arguments juridiques auxquels le Tribunal doit répondre avec, en annexe, la justification du montant de l'indemnité réclamée.

5.1 - Droit des riverains

Les riverains des voies publiques jouissent de droits particuliers appelés “**aisances de voirie**”.

Ils n'existent que pour les riverains des voies publiques classées comme telles et affectées à la circulation générale.

Lorsque l'exécution de travaux publics entraîne une suppression des aisances de voirie, ou met une entrave à leur exercice, les riverains sont en droit de réclamer une indemnité, à condition que le dommage excède les inconvénients ordinaires de voisinage, conférant ainsi au préjudice un caractère spécial et anormal.

Ainsi, seuls les troubles graves au droit d'accès des riverains du domaine public routier, dès lors qu'il s'agit d'une voie publique ouverte à la circulation générale, entraînant des modifications graves dans les conditions d'habitat ou une diminution notoire des activités commerciales, sont susceptibles de générer un préjudice indemnisable dès lors qu'il sera direct, certain, spécial et anormal.

Par contre, les modifications apportées à la circulation générale et résultant de changements dans l'assiette ou la direction des voies publiques, ne sont pas susceptibles d'être indemnisées quelle que soit leur ampleur.

Par ailleurs, une Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) portant atteinte à une aisance de voirie ne peut être accordée par le Maire (*permis de stationnement*) ou par la Communauté Urbaine de BORDEAUX (*permission de voirie*).

En revanche, ces aisances de voirie ne confèrent aucun droit de préférence aux riverains pour obtenir une autorisation d'occupation temporaire (A.O.T.), sur la voie publique située au droit de leur immeuble.

L'Administration a le droit de refuser les autorisations sollicitées pour l'exercice d'activités commerciales.

- **Conseil d'Etat. 20 octobre 1961. HAMON.**

A. Droit d'accès

Il dérive de la contiguïté des immeubles au domaine public et à l'affectation de celui-ci à leur desserte.

Ce droit n'existe que pour les riverains d'une voie publique.

Le Maire ne peut s'opposer à la création d'un accès automobile en raison de l'utilisation d'une bande de stationnement aménagée le long de la propriété du riverain.

- **Tribunal Administratif. RENNES 6 décembre 1989. FOULON.**

Le droit d'accès concerne la desserte des immeubles à l'adresse des riverains et toute personne dont l'activité est inhérente à la vie de l'immeuble.

- **Conseil d'Etat. 2 mars 1966. LYON-MAREE.**

Toutefois, ce droit d'accès ne constitue pas un droit de stationnement. Le Maire peut donc imposer des restrictions aux conditions d'utilisation de la voie et prescrire des mesures qui limitent le stationnement des riverains.

La suppression du droit d'accès peut, pour les riverains, ouvrir droit à indemnité tout comme le déclassement d'une voie publique.

- **Conseil d'Etat. 26 mai 1965. Epoux TEBALDINI.**

- **7 juillet 1976/DE LAGARRIGUE.**

- **23 juin 1971. Ets MARBOIS.**

B. Droit de vue

C'est celui de maintenir ou d'ouvrir des fenêtres sur la voie publique.

- **Conseil d'Etat. 30 mai 1962. FERRET.**

L'Administration, peut du fait de travaux, modifier les vues des riverains, en veillant à ne pas porter atteinte de façon trop importante au droit de vue, sous peine d'être obligée de verser une indemnité.

C. Droit de déversement des eaux

Les riverains ont le droit de déverser sur la voie publique les eaux pluviales et les eaux de source qui s'écoulent **naturellement de leurs fonds**, à condition que cet écoulement ne soit pas le fait de l'homme.

- **Code Civil. Art. 640.**

Il en est de même pour les eaux s'écoulant du toit, avec obligation de pose de tuyaux de descente., puis jusqu'au caniveau ou au fossé, soit par une gargouille sur trottoir, soit s'il n'existe pas de trottoir, par un caniveau pavé ou en béton s'il n'existe qu'un revers.

- **Code civil. Article 681.**

Par contre, il est interdit de déverser les eaux insalubres ou susceptibles de causer des dégradations, d'entraver l'écoulement des eaux de pluie, de gêner la circulation ou de nuire à la sécurité du passage.

D. Droit de préemption sur les délaissés de voies publiques

Les propriétaires riverains bénéficient d'un droit de préemption sur les parcelles déclassées par suite d'un changement de tracé des voies ou de l'ouverture d'une voie nouvelle, sans que ce droit de préemption ne s'analyse en une obligation de cession.

- **Code de la voirie routière. Art. L. 112.8.**

5.2 - Servitudes grevant les propriétés riveraines du domaine public routier

Outre celle résultant des plans d'alignement et des documents d'urbanisme, des servitudes sont instituées sur les propriétés riveraines des voies publiques, soit pour faciliter les conditions de circulation, soit pour protéger l'intégrité de ces voies, soit enfin pour faciliter leur aménagement.

La plupart d'entre elles doivent obligatoirement être inscrites sur la liste des

servitudes d'utilité publique annexée au plan d'occupation des sols (P.O.S.), pour être opposables aux tiers.

A. Servitudes d'accès

En raison de l'intensité du trafic et de la vitesse des véhicules, les voies dont les propriétés riveraines sont privées du droit d'accès sont :

- les autoroutes,
- les routes express,
- les déviations d'agglomération.

- **Code de la voirie routière. Art L. 151.3, et L.151.2.**

- **Code l'urbanisme Art L111.12.2.**

L'accès ne peut s'effectuer qu'en certains points spécialement aménagés, de façon à assurer la sécurité des automobilistes.

Les conditions d'accès peuvent en outre limiter le droit à construire et entraîner une décision de refus de permis de construire.

Cette décision est justifiée lorsque l'accès présente un risque et qu'aucun aménagement particulier ne peut être réalisé.

- **Code de l'Urbanisme. Art. R. 111.4 .**

En outre, la Communauté Urbaine de BORDEAUX peut refuser l'installation de caravanes, de campings, la création d'aires de stationnement, en bordure des voies publiques, dans la mesure où ces installations nécessitent un accès sur la voie publique. Si ces installations sont autorisées, elles sont subordonnées à la création d'accès conformes à la sécurité de la circulation.

L'accès à une propriété située en bordure d'une voie publique ne peut être autorisé que pour le passage d'une automobile. Ceci exclut la création de structures liées à un **autre usage** (par exemple bacs à déchets ménagers ou deux roues).

Conformément au règlement du P.O.S. de la Communauté Urbaine de Bordeaux

lorsqu'un terrain est riverain de plusieurs voies, tout accès des véhicules à une des voies, susceptible de présenter un risque pour les usagers pourra être interdit.

Les accès seront interdits à moins de 10m de l'intersection de l'emprise des voies. Pour les parcelles d'angle dont la taille ne permet pas le respect de cette disposition il devront être situés dans la partie la plus éloignée de l'intersection des emprises.

Tout accès automobile matérialisé par une **dépression charretière** sur le domaine public routier (*trottoir*) doit toujours faire l'objet d'une demande d'autorisation d'exécution de travaux de la part du riverain auprès de la Communauté Urbaine de BORDEAUX **qui les exécutera ou fera procéder à leur exécution** car une dépression charretière doit répondre à des normes tant de réalisation, qu'en matière de matériaux utilisés, d'emplacement possible et doit être conforme aux dispositions édictées par le P.O.S.

Le coût de la réalisation de ces travaux sera porté à la charge du riverain qui en a fait la demande.

Enfin cet ouvrage relève de la compétence de la Communauté Urbaine de BORDEAUX propriétaire et gestionnaire du domaine public routier.

B. Servitudes de visibilité

“Les propriétés riveraines ou voisines des voies publiques, situées à proximité de croisements, virages ou points dangereux ou incommodes pour la circulation publique, peuvent être frappées de servitudes destinées à assurer une meilleure visibilité. Elles peuvent être étendues aux propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée”.

- **Code de la voirie routière. Art. L.114.1 et L. 114.6.**

Les servitudes de visibilité comportent, suivant le cas :

1. “ l'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir

le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal au niveau qui est fixé par le plan de dégagement prévu à l'Article L.114.3,

2. *l'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan de dégagement,*
3. *le droit pour l'autorité gestionnaire de la voie d'opérer la résection des talus, remblais et de tous obstacles naturels de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes ”.*

- **Code de la voirie routière. Article L.114.2.**

- **Code de la voirie routière. Articles L. 114.3 à 5 et R. 114.1.**

- **Code de la voirie routière. Articles R. 141.4 à R. 141.10.**

- **Code de la voirie routière. Article L.114.4.**

Il faut toutefois signaler que ces dispositions ne permettent pas d'abattre des bâtiments qui gêneraient la visibilité. Ces bâtiments, si l'amélioration de la visibilité l'exige, ne peuvent être acquis et détruits, à défaut d'accord amiable, que par la procédure d'expropriation.

Un plan de dégagement détermine, pour chaque parcelle, les terrains sur lesquels s'exercent des servitudes de visibilité et définit celles-ci. Ce plan est soumis à enquête publique, qui s'effectue dans les formes prescrites pour les plans d'alignement.

Les infractions à ce plan peuvent s'analyser comme des contraventions par commission (*le propriétaire a agi délibérément*), ou par omission (*le propriétaire s'est abstenu d'obéir à l'Administration*).

Ces servitudes ouvrent, au profit du propriétaire, droit à une indemnité compensatrice du dommage direct matériel et certain en résultant, indemnité fixée et payée comme en matière d'expropriation à défaut d'accord amiable.

Ces servitudes, pour être opposables aux tiers doivent être annexées au Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.).

C. Servitudes d'ancrage et de support

Cette servitude est créée au profit des appareils d'éclairage public et de signalisation qui peuvent être établis sur les immeubles riverains de la voie publique.

- **Code de la voirie routière. Article L.171.2.**

A défaut d'accord amiable avec les propriétaires concernés, la décision est prise après enquête publique.

Enfin, ces servitudes ne sont pas inscrites au Plan d'Occupation des Sols.

D. Servitudes relatives à la lutte contre l'incendie et à l'obligation de débroussaillage

1. Lutte contre l'incendie

Il convient de respecter les règles de gestion forestière sur une bande de terrain de 50 mètres de largeur de part et d'autre de l'emprise des voies.

Cette servitude est supportée financièrement par les propriétaires riverains.

Elle doit enfin être annexée au P.O.S. pour être opposable aux tiers.

- **Code forestier. Art. L. 322.6.**

- **Code de la voirie routière. At. L. 114.7.**

2. Obligation de débroussaillage

Dans les régions particulièrement exposées aux incendies de forêts, les propriétaires riverains des voies ouvertes à la circulation publique, doivent laisser procéder au débroussaillage de leurs terrains par l'Etat ou les Collectivités Locales aux abords des routes, sur une bande de terrain d'une largeur de 20 mètres de part et d'autre de l'emprise des voies.

Il en est de même pour les voies privées ouvertes à la circulation publique.

- **Code Forestier. Articles L. 322.7 et L. 322.8.**

Ces opérations de débroussaillage ont lieu aux frais de l'Etat et des Collectivités Locales.

Enfin, cette servitude doit être annexée au Plan d'Occupation des Sols.

E. Servitudes de recul

La construction aux abords des autoroutes, des routes à grande circulation, des voies express et des déviations est réglementée afin d'une part de protéger les habitations contre le bruit et les nuisances de ces voies et d'autre part, pour veiller à ce que la circulation des véhicules soit rapide, commode et sûre.

Cette servitude est applicable en dehors des limites des agglomérations.

Ces terrains peuvent être frappés d'une servitude non-aedificandi.

- **Code de l'Urbanisme. Article R. 111.5.**

F. Obligation d'autorisation pour la réalisation de toute excavation

Pour la réalisation de toute excavation sur le domaine privé d'un propriétaire riverain d'une voie publique, une autorisation portant prescriptions techniques, doit être délivrée par la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

En effet, tous travaux de ce type peuvent occasionner des désordres sur le sol ou le sous-sol du domaine public routier.

Le propriétaire qui effectue ces travaux est en outre astreint à procéder, à leur issue, à la remise en état du domaine public, notamment dans le cas où la pose de tirants placés sur le domaine public routier jouxtant sa propriété, ont été nécessaires.

Dans le cas de non exécution de la réfection du domaine public routier par le propriétaire riverain, après mise en demeure par la Communauté Urbaine de BORDEAUX, celle-ci y pourvoira d'office aux frais du propriétaire (cf. travaux d'office- Chap. 4 et 7).

G. Servitudes relatives aux plantations

Nul ne peut sans autorisation, planter ou laisser croître des arbres ou des haies à moins de 2 mètres de la limite du domaine public routier.

- **Code de la voirie routière. Article R. 116.2.**

Ces plantations sont soumises à une obligation d'élagage, c'est-à-dire que les branches et les racines qui avancent sur le domaine public routier doivent être coupées à l'aplomb de la voie, par les propriétaires.

A défaut d'exécution, la Communauté Urbaine de BORDEAUX peut délivrer une contravention de voirie au propriétaire et y procéder aux frais de celui-ci.

H. Servitudes en matière d'assainissement

1. Le réseau

Le territoire de la Communauté Urbaine de BORDEAUX est desservi par deux types de réseaux.

- un réseau en système **séparatif** qui comprend :
 - . une canalisation **eaux usées** (E.U.),
 - . une canalisation **eaux pluviales** (E.P.),
- un réseau en système **unitaire** qui comprend une seule canalisation susceptible d'admettre à la fois les eaux usées domestiques, les eaux pluviales et les eaux industrielles expressément autorisées.

Le **branchement** est la partie sous le **domaine public**, reliant les canalisations de la parcelle privée au réseau public.

Les catégories d'eaux susceptibles d'être déversées sont les eaux usées domestiques, les eaux pluviales, les eaux industrielles.

Par contre, ne peuvent être déversées, le contenu des fosses sseptiques, le contenu des fosses fixes, les déchets solides, les liquides ou vapeurs corrosifs, des acides, des matières inflammables, des composés cycliques hydroxylés, notamment tous les carburants et les lubrifiants, etc...

2. Obligation de raccordement

Tous les immeubles bâtis situés en bordure d'une voie publique, pourvue d'un réseau d'évacuation des eaux usées ou qui y ont accès, soit par une voie privée, soit par une servitude de passage, **doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans** à compter de la date de la mise en service du réseau.

- **Code de la Santé Publique. Article L.33.**

L'aménagement des installations sanitaires intérieures des immeubles est réalisé par le propriétaire et sous sa responsabilité exclusive.

Les **raccordements** effectués entre les canalisations posées sous le domaine public et celles posées à l'intérieur des propriétés, y compris les jonctions de tuyaux de descente des eaux pluviales lorsque celles-ci sont acceptées dans le réseau, **sont à la charge exclusive des propriétaires.**

- **Règlement Sanitaire Départemental. Articles 29.42-43 et 44.**

Pour **éviter le reflux** des eaux usées et pluviales d'égout public dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation jusqu'au niveau de la chaussée, **les canalisations intérieures et notamment leurs joints**, sont établis de manière à **résister à la pression** correspondant à ce niveau. Tous les orifices sur ces canalisations situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation, doivent être obturés par un tampon étanche résistant à cette pression.

Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public doit être muni d'un **dispositif anti-refoulement** contre le reflux des eaux usées et pluviales.

Les frais afférents à ces aménagements, l'entretien et les réparations sont à la charge du propriétaire.

- **Règlement Sanitaire Départemental. Article 44.**

Le propriétaire assumera la pleine responsabilité d'un dégât des eaux dû à la non mise aux normes des installations.

I. Obligation de balayage du domaine public

Le balayage de la superficie des voies et trottoirs livrés à la circulation publique incombe en principe aux riverains. Le Maire peut donc leur prescrire de les nettoyer et de les balayer.

Ce principe est notamment énoncé par le code des impôts qui précise que le balayage doit être fait sur le trottoir, le caniveau et la moitié de la chaussée.

Toutefois, le Maire en cas de défaillance des riverains, et en vertu de son pouvoir de police de la circulation et plus généralement de l'ordre public, doit assurer la salubrité publique et à ce titre le nettoyage de la voie.

- Code Général des Collectivités Territoriales. Article L. 2212.2.

Il peut donc se substituer au riverain (cf. Chap. 4 pour l'exercice du balayage 4.3-E).

J. Obligation relative à la présentation des déchets ménagers sur le domaine public routier

Un service de ramassage des ordures ménagères est organisé et géré par la Communauté Urbaine de BORDEAUX conformément aux dispositions de la Loi n° 66.1069 du 31 décembre 1966, qui lui en confère la compétence.

Sur le territoire de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, tous les déchets ménagers doivent être remis dans des bacs mis à la disposition des riverains.

Ils sont de trois ordres :

- les **bacs de proximité** installés à l'usage des riverains sur le domaine public routier par la Communauté Urbaine de BORDEAUX,
- les **bornes de collecte sélective en apport volontaire** destinées aux emballages ménagers et au verre,
- les **bacs individuels** qui doivent être retirés de la voie publique (*trottoir*) dans les 24 heures de la collecte, par chaque riverain qui en a l'usage.

Il résulte de la mise à disposition des bacs individuels, l'interdiction de déposer des poches poubelles sur le trottoir en dehors de ces bacs.

K. Autres servitudes

Ces servitudes s'appliquent en agglomération.

Il s'agit par exemple :

- de supporter les plaques de dénomination des rues sur les façades des immeubles jouxtant la voie publique,
- d'entretenir les plaques de numérotation des immeubles en bon état,
- faire ravalier les façades,
- participer financièrement sous certaines conditions aux travaux de construction des trottoirs (cf. Chap. 6).

Chapitre 6 **LES VOIES PRIVEES**

Ce sont des voies de desserte qui peuvent appartenir à des collectivités publiques ou à des particuliers (qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales).

Elles comprennent les voies urbaines privées, les chemins ruraux et sentiers d'exploitation qui sont des voies privées rurales.

Elles sont régies par les règles du droit privé en matière de propriété et sont donc aliénables et prescriptibles.

- Conseil d'Etat. 13 mars 1970. RAYMOND et époux LAUQUE.

6.1 - Voies privées appartenant aux particuliers

A. Voies privées urbaines

1. Création

Les particuliers peuvent créer en toute liberté ces voies sous réserve des dispositions relatives à la construction et à l'urbanisme et à celles des Articles L.1 et L.2 du Code de la santé publique.

La création ou l'aménagement d'une voie privée constitue un acte de libre jouissance de la propriété et le débouché sur la voie publique constitue l'exercice du droit d'accès.

Toutefois, l'exercice de ce droit donne lieu, obligatoirement, à la délivrance d'une permission de voirie.

- Conseil d'Etat. 18 juillet 1919. Dame MAGNIER et autres.

Par ailleurs, pour ce qui est des constructions le long des voies privées, le permis de construire peut être refusé lorsque la voie ne présente pas les conditions de desserte suffisante.

- Code de l'urbanisme. Articles R. 111.4 et R. 111.18.

Il faut entendre ici la desserte directe de l'immeuble à construire et non les conditions générales de circulation dans le quartier qui s'apprécient en fonction des travaux de voirie à exécuter prochainement.

- Conseil d'Etat. 23 juillet 1976. Ministère de l'Équipement c. Société Lucien BERARD.

Enfin, le Conseil d'Etat interprète la notion de voie privée en fonction de son affectation et non de son statut juridique, privilégiant principalement la notion de desserte.

- Conseil d'Etat 12 mai 1978. Ets DENIZE et Cie.

- et 23 janvier 1980. FABRO et Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie.

2. Propriété

La voie privée peut appartenir à une seule personne ou à plusieurs, à une personne physique comme à une personne morale.

Il peut y avoir pluralité de propriétaires : propriété indivise, association syndicale chargée d'assurer la viabilité de la voie, copropriété avec indivision forcée.

La propriété concerne tant le dessus que le dessous de la voie.

- Code Civil. Article 552.

3. Ouverture à la circulation publique

La notion d'ouverture à la circulation publique résulte de la Jurisprudence.

- Cour de cassation civile – II. 13 mars 1980. Bull circ. II. N° 58 .

En principe, l'ouverture au public d'une voie privée dépend du consentement explicite ou tacite du propriétaire de la voie.

En cas de consentement tacite, le propriétaire tolère ou subit une circulation.

La volonté de garder à la voie son caractère privé peut se traduire par une fermeture matérielle (*grille- chaîne...*) en interdisant l'accès.

La Communauté Urbaine de BORDEAUX demande aux propriétaires de placer, à chaque extrémité de la voie, un panneau portant la mention "Voie privée, interdite à la circulation publique. Accès réservé aux riverains".

Par contre, lorsque la voie est ouverte à tous, elle est considérée comme ouverte à la circulation publique, mais le propriétaire est en droit d'en interdire l'accès et tout droit de passage.

- Cour de cassation sociale 9 janvier 1963. LEBRETON c. Consorts AUDRAN

- Cour de cassation civile III. 17 mars 1976. Office Public d'H.L.M. de Toulouse c. Sté Parfumerie SUDRE.

Le fait d'ouvrir à la circulation publique une voie privée, ne modifie pas son caractère, elle continue d'appartenir aux propriétaires et ne tombe dans le domaine public communautaire que lorsqu'un acte de classement est intervenu et qu'un transfert de propriété de l'assiette de la voie a été effectué.

- Conseil d'Etat. 29 avril 1938. GAILHAC.

Lorsqu'une voie privée est ouverte à la circulation publique, les dispositions du code de la route, y sont applicables.

La pose (et l'entretien en découlant) de panneaux de signalisation sur une voie privée ouverte à la circulation publique n'appartient qu'à l'Administration.

- Code de la voirie routière. Article L.113.1.

Par contre, si la voie n'est pas ouverte à la circulation publique, le propriétaire doit poser et entretenir les panneaux de signalisation destinés à annoncer l'intersection avec une voie publique.

Enfin, le Maire exerce son pouvoir de police de la circulation sur les voies privées ouvertes à la circulation publique, afin d'assurer la commodité et la sûreté du passage.

4. Suppression

La suppression de ces voies, résulte de la volonté du propriétaire, sous réserve des droits des tiers.

Par ailleurs, la suppression peut également résulter de leur classement dans la voirie communautaire.

5. Dénomination des voies privées

Elle n'appartient qu'au propriétaire.

Toutefois, la Maire de par ses pouvoirs généraux de police, a droit de contrôle en fonction de l'ordre public et des bonnes mœurs.

6. Travaux et entretien

L'entretien des voies privées est à la charge des propriétaires.

- Conseil d'Etat. 3 décembre 1954. TISSERAND, CUVILLIER et autres.

- 26 avril 1968. H.L.M. de Boulogne S/Mer.

Quand elles ne sont pas ouvertes à la circulation publique, leur entretien et celui des panneaux de signalisation qui y sont implantés, est à la charge des propriétaires.

- Conseil d'Etat. 21 octobre 1983. BOINEAU-TOMASINI.

De même, lorsque ces voies sont ouvertes à la circulation publique mais que l'Administration n'en assume ni l'entretien, ni l'aménagement. Dans ce cas, la responsabilité de la Communauté Urbaine, pour défaut d'entretien en cas d'accident ne saurait donc être retenue, car la voie ne constitue pas un ouvrage public.

- Conseil d'Etat. 8 janvier 1964. Ville de BRIVE c. Dame ARDOUIN.

En revanche, lorsque la Communauté Urbaine de BORDEAUX assume l'entretien d'une voie privée affectée à la circulation publique, les travaux constituent des travaux publics, et en ce cas, la Communauté Urbaine de BORDEAUX est responsable des conséquences d'un accident dû à un défaut d'entretien de la voie.

- Conseil d'Etat. 15 janvier 1982. Communauté Urbaine de LILLE.

Il est important de préciser que, même ouvertes à la circulation publique, les voies privées, régies par les règles du droit commun en matière de propriété, un règlement de voirie, organisant une participation des riverains aux dépenses consécutives aux travaux d'aménagement de trottoirs, ne peut être appliqué à une voie privée, même ouverte à la circulation publique, à moins que les propriétaires aient consenti tant à l'exécution des travaux qu'à la prescription par la Communauté Urbaine de BORDEAUX de la participation des riverains aux frais de construction de trottoirs.

- **Conseil d'Etat. 6 mars 1974. Ville de Marseille c. PRADIER.**

7. Entretien d'office

En matière d'hygiène publique, la distinction entre voies privées ouvertes ou non à la circulation publique, s'efface devant la nécessité de remédier à l'insalubrité de ces voies.

- **Conseil d'Etat. 12 février 1940. WARGNY.**

Des mesures nécessaires peuvent être prescrites (*creusement de caniveaux, nettoyage des trottoirs, installations de canalisations d'eau*).

Lorsque le Maire constate que le mauvais état d'entretien d'une voie privée est susceptible de porter atteinte à la salubrité et à l'hygiène, il a recours aux dispositions de la Loi du 22 juillet 1912 relative à l'assainissement des voies privées et qui l'habilite à intervenir.

8. Classement dans la voirie communautaire

L'affectation au public des voies privées entraîne des problèmes de sécurité, d'entretien ou de conservation de la voie.

Ainsi, compte tenu de l'intérêt général, le classement dans le domaine public communautaire s'avère nécessaire.

Il peut s'effectuer, selon les dispositions du Code de l'Urbanisme.

Classement d'office selon la procédure prévue par l'Article L.318.3 du Code de l'urbanisme.

Cet article ne s'applique qu'aux voies comprises **dans un ensemble d'habitations**.

Lorsque l'accord des propriétaires est unanime, la décision de classement est prise par Arrêté préfectoral, mais la Communauté Urbaine de BORDEAUX, n'est pas obligée d'accepter le transfert de propriété si celui-ci est demandé par des propriétaires de la voie.

Le classement est toujours précédé d'une enquête publique, qui est lancée à l'initiative du Préfet.

- **Code de l'urbanisme. Articles R. 318.10 et R. 318.11.**

Le transfert dans la voirie communautaire vaut classement dans le domaine public routier.

Sans l'accord des propriétaires, ce transfert de propriété intervient **d'office** par un acte administratif, c'est-à-dire un Décret pris par le Conseil d'Etat et non par une ordonnance d'expropriation.

9. Police

En ce qui concerne les mesures touchant à la voirie, **il n'existe pas de police de la conservation** des voies privées.

Par ailleurs, la Communauté Urbaine de BORDEAUX ne saurait imposer des alignements, ceux-ci ne concernant que les voies publiques. Il en est de même pour les permissions de voirie.

Par contre, en ce qui concerne les mesures relatives à la liberté et à la sécurité de la **circulation** le Maire dispose de pouvoirs de police lui permettant d'intervenir.

B. Voies privées rurales

Ce sont les chemins et sentiers d'exploitation, et ils appartiennent à des particuliers qui les utilisent pour accéder à leurs propriétés.

6.2 - Voies privées des Collectivités Locales

A. Les voies privées urbaines

Lorsqu'elles sont situées en agglomération, leur affectation à la circulation publique, les fait entrer automatiquement dans la voirie communautaire sans décision de classement.

- Conseil d'Etat. 19 mai 1976. Société Coopérative La LEONARDE

En revanche, si la voie n'est pas ouverte à la circulation publique, elle constitue une voie privée, répondant aux règles applicables à la gestion du domaine privé communautaire.

Il convient de les distinguer des chemins ruraux, situés hors agglomération et ouverts à la circulation publique (*cf. chap. 4*)

B. Les routes forestières

Le régime juridique des chemins qui traversent les forêts, dépend non pas du statut des propriétés traversées, mais de celui des chemins nationaux, départementaux, ruraux ou appartenant à la Communauté Urbaine de BORDEAUX. Ils sont donc gérés par l'autorité administrative gestionnaire de la voie.

Les routes forestières situées dans les forêts domaniales appartiennent au domaine privé de l'Etat.

A côté de ces routes forestières, l'Office National des Forêts peut utiliser à des fins de gestion forestière, des chemins ruraux ou des sentiers d'exploitation.

7.1 - Coordination des travaux exécutés sur les voies publiques à l'intérieur et à l'extérieur des agglomérations

La multiplication des ouvertures de chantier, de poses de canalisations et de réseaux divers sur et sous les voies publiques a entraîné un climat d'insécurité pour les usagers de ces voies, qu'ils soient piétons, cyclistes ou automobilistes, ainsi qu'une gêne considérable pour les riverains. Elle a eu également un effet néfaste sur la circulation notamment la fluidité du trafic, et a accéléré une détérioration importante des chaussées et des trottoirs avec tous les risques de contentieux que cela représentait.

Ainsi, le législateur par **les articles 119 à 122 de la Loi n° 83.663 du 22 juillet 1983** complétant la Loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat, **a organisé la coordination des travaux de voirie, et les modalités de réfection des voies publiques**. Ces dispositions ont été complétées par les Décrets n° 85.1262 et 85.1263 du 25 novembre 1985.

L'ensemble de ces dispositions a été codifié par le Code de la Voirie Routière, aux Articles L. 115.1, L.131.7, L. 141.10 et L.141.11, R.115.1 à R. 115.4, R. 131.5 et R. 141.12 à R.141.21.

A. En agglomération, la coordination appartient au Maire (pouvoir de police de la circulation)

Compte tenu du double objectif poursuivi par la procédure de coordination,

- éviter d'une part, que les chantiers ne soient une cause d'insécurité et de gêne pour la circulation
- éviter d'autre part, qu'ils ne détériorent les chaussées, les trottoirs et leurs dépendances, la coordination relevait tant du pouvoir de police de la circulation, que du pouvoir de police de la conservation.

- avis du Conseil d'Etat du 18 novembre 1986.

“Les pouvoirs attribués aux Maires par les Articles 119 et 120 de la Loi n° 83.663 du 22 juillet 1983, en matière de coordination des travaux, ont pour principal objet la commodité de l'usage des voies publiques et ne sauraient dès lors être rattachés à la “police de la conservation”.

Ainsi, sur le **périmètre d'une Communauté Urbaine**, seule la police de la conservation ayant été transférée à son **Président la coordination des travaux appartient aux Maires des Communes membres** pour les voies situées sur le territoire de leurs Communes.

Cet avis a été confirmé par l'arrêt du Conseil d'Etat du 13 mai 1988. Commune de COUDEKERQUE-BRANCHE.

La coordination des travaux de voirie, relève donc, du pouvoir de police de la circulation attribué au Maire.

- Code Général des Collectivités Territoriales- Article L.2213.

Le Maire assure en agglomération la coordination des travaux intéressant la voirie. Cette procédure a pour objet d'éviter des ouvertures successives et désordonnées des chantiers sur les voies publiques, par les concessionnaires de services publics.

“A l'intérieur des agglomérations, le Maire assure la coordination des travaux affectant le sol et le sous-sol des voies publiques et de leurs dépendances, sous réserve des pouvoirs dévolus au représentant de l'Etat sur les routes à grande circulation.

Les propriétaires, affectataires ou utilisateurs de ces voies, les permissionnaires et concessionnaires communiquent périodiquement au Maire le programme des travaux qu'ils envisagent de réaliser ainsi que le calendrier de leur exécution. Le Maire porte à leur connaissance les projets de réfection des

voies communales (et de celles appartenant à la Communauté Urbaine de BORDEAUX). Il établit, à sa diligence, le calendrier des travaux dans l'ensemble de l'agglomération et le notifie aux services concernés. Le refus d'inscription fait l'objet d'une décision motivée, sauf lorsque le revêtement de la voie, de la chaussée et des trottoirs n'a pas atteint trois ans d'âge.

Lorsque les travaux sont inscrits à ce calendrier ils sont entrepris à la date ou au cours de la période à laquelle ils sont prévus sous réserve des autorisations légalement requises.

Pour les travaux en agglomération qui n'ont pas fait l'objet de la procédure de coordination prévue ci-dessus, soit parce qu'ils n'étaient pas prévisibles au moment de l'élaboration du calendrier, soit parce que celui-ci n'a pas été établi, le Maire, saisi d'une demande, indique au service demandeur la période pendant laquelle les travaux peuvent être exécutés. Le report par rapport à la date demandée doit être motivé. A défaut de décision expresse dans le délai de deux mois qui suit le dépôt de la demande, les travaux peuvent être exécutés à la date indiquée dans cette demande.

Le Maire peut ordonner la suspension des travaux qui n'auraient pas fait l'objet des procédures de coordination définies aux alinéas précédents.

En cas d'urgence avérée, des travaux mentionnés ci-dessus peuvent être entrepris sans délai. Le Maire est tenu informé dans les vingt-quatre heures des motifs de cette intervention.

Le représentant de l'Etat peut, lorsque l'intérêt général le justifie ou en cas d'urgence ou de nécessité publique, permettre l'exécution, à une date déterminée, des travaux sur les voies publiques en agglomération qui auraient fait l'objet d'un refus d'inscription au calendrier visé au deuxième alinéa, d'un report visé au quatrième alinéa ou d'une suspension visée au cinquième alinéa du présent article"

- Code de la Voirie Routière – Article L. 115.1.

- Code de la Voirie Routière – Art. R.115.1 et R.115.2, apporte les précisions suivantes,

Art. R.115.1 – “Le Maire fixe chaque année la date à laquelle doivent lui être adressés par les propriétaires affectataires des voies, permissionnaires, concessionnaires ceux de leurs programmes de travaux qui affectent la voirie. Il fixe également les renseignements qui doivent lui être adressés notamment sur la nature des travaux, leur localisation, la date de leur début et leur durée.

La décision du Maire est publiée. Elle est notifiée aux personnes mentionnées à l'alinéa 1^{er} ci-dessus.

Deux semaines au moins avant la date fixée par le Maire, celui-ci porte à la connaissance des mêmes personnes les projets de réfection des voies communales.

*Les programmes de travaux mentionnés aux alinéas 1 et 3 ci-dessus **distinguent les opérations qui doivent être entreprises dans un délai d'un an de celles prévues à plus long terme**”.*

Art. R.115.2 – “Le calendrier établi par le Maire, qui comprend l'ensemble des travaux à exécuter sur les voies publiques situées à l'intérieur de l'agglomération et sur leurs dépendances est notifié aux personnes ayant présenté des programmes dans les deux mois à compter de la date prévue à l'article R.115.1.

Passé ce délai, les travaux peuvent être exécutés aux dates prévues dans ces programmes”.

Enfin, les Articles R. 115.3 et R. 115.4 fixent les conditions de notification de l'Arrêté de suspension des travaux et les conditions dans lesquelles le Maire doit être informé par le Préfet lorsque celui-ci use de son pouvoir de substitution.

B. Autorisation d'exécution de travaux

Les travaux exécutés sur la voie publique et ses dépendances sont soumis à autorisation. Ces autorisations sont, dans le cadre de la coordination, des actes de police de la circulation et non de gestion domaniale.

Elles ne peuvent donc se substituer aux autorisations d'occupation du domaine public routier, qui sont délivrées par la Communauté Urbaine de BORDEAUX, autorité gestionnaire.

Les travaux exécutés sur la voie publique donnent donc lieu à deux autorisations :

- la première relève du droit d'occuper le domaine public routier et prend la forme d'une permission de voirie ("*ouverture de fouilles*"), délivrée par la Communauté Urbaine de BORDEAUX – (cf. le *Cahier des Prescriptions Techniques*, quant aux modalités à respecter pour la demande et l'intervention). Les permis de stationnement, qui ne modifient pas l'assiette du domaine public, ne sont pas soumis à la procédure de coordination,

- la deuxième autorisation est délivrée par le Maire qui autorise l'exécution des travaux à une période donnée. Tout occupant du domaine public routier, est soumis à la procédure de coordination, et ne peut exécuter ses travaux qu'avec l'accord du Maire et après avoir déposé auprès des services de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, gestionnaire de la voie, une **demande d'autorisation d'exécution de travaux** qui sera délivrée par voie d'arrêté d'autorisation d'exécution de travaux assorti des prescriptions techniques d'ouverture et de réfection de la chaussée, du trottoir et de remise en place de la signalisation horizontale, verticale et lumineuse.

C. Champ d'application de la procédure de coordination

1. A l'intérieur des agglomérations

La procédure de coordination s'applique à **toutes les voies publiques**.

Elle paraît pouvoir, sous réserve de l'appréciation du juge, être étendue aux voies privées ouvertes à la circulation publique, l'autorité municipale y disposant en effet des mêmes pouvoirs de police que sur les voies publiques à l'intérieur de l'agglomération.

Elle doit en effet, veiller à ce qu'y soient maintenues la sécurité et la liberté de la circulation.

2. A l'extérieur des agglomérations

La coordination des travaux est assurée par la Mairie sur les voies et les chemins ruraux situés sur le territoire de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, par le Président du Conseil Général sur les routes départementales et par le Préfet, en application des dispositions de l'Arrêté Préfectoral type du 15 janvier 1980, pour les routes nationales.

7.2 - Exécution des travaux de réfection des voies publiques

Contrairement à la coordination des travaux qui doit être rattachée au pouvoir de police de la circulation, incombant au Maire, **les modalités de réfection des voies publiques après travaux exécutés par les permissionnaires de voirie, relèvent du pouvoir de police de la conservation de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, propriétaire et gestionnaire du domaine public routier.**

- Avis du Conseil d'Etat du 18 novembre 1986 et Arrêt du 13 mai 1988, commune de COUDEKERQUE-BRANCHE.

A. Autorités compétentes pour fixer les modalités de réfection

Le Conseil Général lorsqu'il s'agit d'une route départementale, ou le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, pour les voies de son domaine public routier, sont compétents pour fixer les modalités d'exécution des travaux de réfection.

"Le Conseil (municipal) de la Communauté Urbaine de BORDEAUX détermine, après concertation avec les services ou les personnes intervenant sur le domaine public, les modalités d'exécution des travaux de réfection des voies (communales) de la Communauté Urbaine de BORDEAUX dans lesquelles des tranchées ont été ouvertes. Il détermine également les frais qui peuvent être réclamés aux intervenants lorsque ces derniers n'ont pas exécuté tout ou partie de ces travaux."

En cas d'urgence, (le Maire) le Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX peut faire exécuter d'office, sans mise en demeure préalable et aux frais de l'occupant, les travaux qu'il juge nécessaires au maintien de la sécurité routière sur les voies dont la police de la circulation est de sa compétence”.

- Code de la Voirie Routière – Article L.141.11.

Ces dispositions se rapportent à la Communauté Urbaine de BORDEAUX, dans l'exercice de son pouvoir de police de la conservation du domaine public routier.

B. Les modalités de réfection des voies publiques

Les travaux ayant une incidence directe sur la conservation de la voie et sur la sécurité routière, l'ouverture de tranchées dans la voie publique ou ses dépendances, nécessitent généralement non un simple rebouchage, mais **une remise en l'état initial**, qui s'effectue en plusieurs étapes :

- la **“réfection temporaire”** qui tend à assurer le rétablissement de la circulation dans les meilleures conditions de sécurité dans l'attente d'une réfection provisoire ou définitive (*dans le cas de tranchées importantes en longueur et nécessitant la réouverture à la circulation de certains tronçons de voies etc...*),
- la **“réfection provisoire”** qui réalise une structure ou un revêtement en attente de la réfection définitive (*dans le cas d'une programmation de rénovation ultérieure, attente de tassements ultérieurs dans le cas de tranchées profondes, raccordements différés, etc...*),
- la **“réfection définitive”** consiste en la remise en état de la voie dans la structure prescrite à titre définitif.

1. Exécution des travaux de réfection

Ils sont de manière générale effectués **par les intervenants**.

“Le remblaiement des tranchées ouvertes dans les voies (communales) de la Communauté Urbaine de BORDEAUX est assuré par les personnes qui ont été autorisées à exécuter les travaux ci-après dénommées intervenants.

Il en est de même (sauf disposition contraire du règlement de voirie mentionné à l'article R.141.14) ou à défaut de règlement de voirie sauf délibération contraire prise dans les conditions mentionnées à l'article R.141.15, de la réfection provisoire et de la réfection définitive des chaussées, trottoirs, accotements et autres ouvrages dépendant de la voie.

*Le délai entre la réfection provisoire et la réfection définitive **ne peut excéder un an**”.*

- Code de la Voirie Routière – Article R.141.13.

Ce délai court, pour ce qui est de la Communauté Urbaine de BORDEAUX entre la réfection temporaire et la réfection définitive.

“Lorsque les travaux de réfection des voies (communales) de la Communauté Urbaine de BORDEAUX ne sont pas exécutés dans les délais prescrits ou lorsqu'ils ne sont pas conformes aux prescriptions édictées par le Conseil (municipal) de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, l'intervenant est mis en demeure d'exécuter les travaux conformément à ces prescriptions ; si les travaux ne sont pas exécutés dans le délai fixé par la mise en demeure, (le Maire) le Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX fait exécuter les travaux d'office, aux frais de l'intervenant. Toutefois, la mise en demeure n'est pas obligatoire lorsque l'exécution des travaux présente un caractère d'urgence nécessité pour le maintien de la sécurité routière”.

- Code de la Voirie Routière – Article R. 141.16.

Si après sa réalisation, une réfection est constatée ne pas être conforme aux prescriptions la procédure suivante sera déclenchée par la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

Etape N° 1 :

envoi d'une “télécopie d'alerte avant mise en demeure” sur imprimé spécifique signalant la non conformité. Dans les 24 heures suivantes, réponse de l'intervenant par télécopie sur les mesures envisagées et le délai d'exécution.

Etape N° 2 :

en cas de non réponse à la télécopie d'alerte, ou si les mesures annoncées par l'intervenant ne sont pas suivies d'effet, transmission sera faite à se dernier d'une mise en demeure énonçant que les travaux de mise en conformité doivent être exécutés dans un délai maximum de 10 jours.

Etape N° 3 :

si l'intervenant ne satisfait pas à la mise en demeure, la Communauté Urbaine de BORDEAUX engagera des travaux d'office à la charge intégrale de celui-ci.

En cas d'urgence motivée par la sécurité publique, les travaux d'office seront effectués par la Communauté Urbaine de BORDEAUX sans télécopie d'alerte ni mise en demeure préalable.

Chaque déclenchement de l'étape N° 2 (*mise en demeure*) donnera lieu simultanément à l'établissement d'un procès verbal constituant la première étape de la procédure de contravention de voirie. Ce procès verbal sera transmis au Procureur de la République qui engagera les poursuites en vue de la condamnation du contrevenant (*contravention de 5^{ème} classe*).

Lorsque la réfection définitive est effectuée par l'intervenant, celui-ci assure sur les parties de chaussées, accotements, trottoirs ou autres ouvrages concernés, les travaux d'entretien liés aux conditions dans lesquelles la réfection a été exécutée. Toutefois, par accord entre la (commune) Communauté Urbaine de BORDEAUX et l'intervenant, il peut être décidé, dans des conditions et délais fixés par convention que cet entretien est assuré par la (Commune) Communauté Urbaine de BORDEAUX".

- Code de la Voirie Routière – Article R.141.17.

2. Etablissement d'un règlement de voirie

"Un règlement de voirie fixe les modalités d'exécution des travaux de remblaiement de réfection provisoire et de réfection définitive conformément aux normes techniques et aux règles de l'art. Il détermine les conditions dans

lesquelles le (Maire) Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX peut décider que certains des travaux de réfection seront exécutés par la (Commune) Communauté Urbaine de BORDEAUX ou le Département".

- Code de la Voirie Routière – Article R.141.14 et R. 131.5.

Tout occupant du domaine public, quel qu'il soit ne peut occuper celui-ci que dans le respect du règlement général de voirie, notamment après avoir sollicité l'autorisation préalable à l'exécution des travaux.

- Conseil d'Etat 13 mars 1985 – Ministre des Transports, E.D.F.G.D.F.

3. Evaluation des frais de réfection

Art. R. 141.18 – "Les sommes qui peuvent être réclamées à l'intervenant, lorsque tout ou partie des travaux de réfection provisoire définitive sont exécutés par la (Commune) Communauté Urbaine de BORDEAUX en application des dispositions des articles R. 141-14 et R.141.15, ou lorsque les travaux sont exécutés d'office en application de l'article R. 141.16, comprennent le prix des travaux augmentés d'une majoration correspondant aux frais généraux et aux frais de contrôle. Ces sommes sont déterminées dans les conditions prévues aux articles R.141.19, R. 141.20 et R. 141. 21"

Art. R.141.19 – "Lorsque les travaux sont exécutés par la (Commune) Communauté Urbaine de BORDEAUX en vertu des articles R. 141.14 et R. 141.15, le montant des sommes qui lui sont dues est fixé d'un commun accord avec l'intervenant après un constat contradictoire des qualités de travaux à exécuter.

A défaut d'accord, ces sommes sont fixées par le Conseil (municipal) de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

Dans le cas de travaux exécutés d'office en application de l'article R.141.16, les sommes dues à la (Commune) Communauté Urbaine de BORDEAUX peuvent être fixées par le Conseil (municipal) de la Communauté Urbaine de BORDEAUX sans que soit recherché l'accord de l'intervenant".

Art . R. 141.20 – “Les prix unitaires sont fixés par le Conseil (municipal) de la Communauté Urbaine de BORDEAUX d’après les prix constatés dans les marchés passés par la (Commune) Communauté Urbaine de BORDEAUX pour les travaux de même nature et de même importance et, à défaut, d’après les prix constatés couramment dans le Département.

Lorsque les travaux de réfection font l’objet d’un marché passé par la (Commune) Communauté Urbaine de BORDEAUX, le prix réclamé à l’intervenant ne peut excéder celui que fait apparaître le décompte définitif de ce marché”.

Art. R.141.21 – “La majoration pour frais généraux et frais de contrôle est fixée par le Conseil (municipal) de la Communauté Urbaine de BORDEAUX. Le taux de cette majoration ne peut excéder 20 % du montant des travaux pour la tranche de travaux comprise entre 1 F et 15 000 F, 15 % pour la tranche comprise entre 15 001 et 50 000 F et 10 % pour la tranche au-delà de 50 000 F”.

- Délibération de la Communauté Urbaine de BORDEAUX n° 86-33 du 24 janvier 1986 - Prise en application du décret n° 85-1262 du 25 novembre 1985.

7.3 - La signalisation temporaire

- Instruction interministérielle Arrêtes du 24 novembre 1967 et du 7 juin 1977 Livre 1 – 8^{ème} partie.

La signalisation temporaire a pour objet d’avertir et de guider l’usager lorsque les voies réservées à la circulation publique sont affectées par des obstacles ou dangers dont l’existence est elle-même temporaire. Elle inclut naturellement la signalisation des chantiers

La 8^{ème} partie du livre 1 décrit les règles applicables dans ces circonstances ainsi que les panneaux et marquages à mettre en œuvre, en milieu urbain ainsi qu’en rase campagne.

Enfin, la Communauté Urbaine de BORDEAUX, par délibération n° 2000-395 du 26 mai 2000, a adopté la Charte “**Chantiers Propres**” pour trois ans, soit jusqu’au 26 mai 2003.

En effet, les travaux indispensables à la création, l’amélioration ou l’entretien des équipements nécessaires à la qualité de vie dans l’agglomération ne doivent pas générer, même temporairement une dégradation insupportable de celle-ci.

La Charte “Chantiers Propres” pose donc comme principes l’insertion dans leur environnement des chantiers réalisés sur la voie publique et au cours de leur réalisation, la sécurité des usagers.

Les actions qui y sont proposées visent à améliorer :

- la sécurité des usagers,
- la qualité de vie,
- l’image de marque des travaux publics.

L’objet de la Charte Chantiers Propres est de définir les engagements, les dispositions matérielles et les délais pour atteindre cet objectif sur le domaine public routier, relevant de la compétence de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, propriétaire et gestionnaire.

Ces dispositions s’entendent dans le respect des prescriptions techniques et réglementaires prises au titre du pouvoir de police de la circulation détenu par le Maire, et du pouvoir de police de la conservation attribué à la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

- Les engagements

La réalisation des travaux sur le domaine public routier fait intervenir les pouvoirs publics, les maîtres d’ouvrages et les entreprises.

Chaque partie s’engage à mettre en œuvre les moyens relevant de ses compétences.

- Les dispositions matérielles

Elles se rapportent à :

- les clôtures de chantier,
- les installations de chantier,
- l'accessibilité des riverains et des usagers,
- les phases de chantier,
- la protection des plantations,
- la remise en état des lieux,
- la rémunération des entreprises,
- les panneaux d'identification de chantier,
- les panneaux publicitaires,
- la sensibilisation et la formation du personnel,
- l'habillement du personnel,
- le matériel de chantier.

- Les délais de mise en application

Les marchés conclus six mois après l'adoption de la Charte par le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX, le 26 mai 2000, devront contenir les nouvelles dispositions et seront ainsi applicables par les entreprises.

Les marchés conclus antérieurement à l'adoption de la Charte ou dans les six mois après ne seront pas soumis à ces règles si leur terme s'inscrit dans le délai d'un an à compter de la date de signature.

Pour les mettre en conformité avec les dispositions de la charte, les maîtres d'ouvrages devront prévoir la passation d'avenants aux marchés dont la durée est supérieure à un an.

INDEX

A

accès	11, 19, 31, 37, 40, 45, 49, 53 à 55, 57, 59, 60
accotement	10, 11, 66, 67
agent (de surveillance du domaine public)	51
aisances (de voirie)	53
aliénation (des voies déclassées)	47
alignement (individuel)	20
arbres	11, 12, 50, 57
arcades	12
arceaux	12
arrêté d'alignement	(voir alignement individuel)
assainissement	13, 31, 34, 45, 57, 61
assiette (de la route)	10, 30, 31, 49, 53, 60, 65
autorisation d'occupation temporaire	(voir permis de stationnement et permission de voirie)
autoroutes	36, 38, 40, 54, 56
avis (sur exécution de travaux, ouvertures de fouilles)	20, 23, 26, 30, 32, 33, 36, 39, 46, 63, 65

B

bacs (à déchets ménagers)	13, 30, 54, 58
balayage	44, 48, 49, 58
bornage	18, 25, 41
branchement	57

C

canalisations (de transport de chaleur)	39
canalisations (de produits chimiques)	38, 39
caractéristiques techniques	33, 35, 40, 49, 63, 65
cornières	12
couverts	12
création	59

D

déclassement	17, 24, 40, 44 à 47, 53
dénomination	60
dépendances	10, 12, 13, 39
déplacement	34, 36, 39
dépression	55
domaine	10 à 28, 55, 57, 58, 65, 66, 68
domanialité	17
droit	11, 34, 36, 37, 47, 53, 54, 59, 60

E

égout	57
élargissement	21, 27
enquête publique	18 à 20, 39, 45, 46, 47, 48, 55, 56, 61
entretien	60, 61
excavation	56

F

fossé	11, 25, 54
fouilles	65

G

galeries	10, 12
----------	--------

I

indemnisation	23
interdiction	45

M

maire	42, 49 à 61, 63, 65, 68
murets	11
murs	11, 12

N

nivellement	19, 24, 26, 46, 48
-------------	--------------------

O

occupation	17, 30 à 40, 65
ordures ménagères	58
ouvrages	35

P

P.O.S.	25, 28, 29, 35, 46 à 48, 54 à 56
passages	12, 14, 43
permis de stationnement	30, 32, 40, 49, 53, 65
permission de voirie	24, 31 à 33, 40, 53, 59, 65
pipe-lines	38
pistes cyclables	12
plans généraux	18, 19, 27 à 29, 47, 48
plantations	12, 13, 50, 52, 55, 57, 69
pouvoirs de police	42, 61, 65
protection du domaine public	32
publicité foncière	20, 48

R

raccordement	57
réfection des voies publiques	63, 65, 66
riverains	18, 53, 56
riverains de chemins ruraux	42
riverains des routes nationales	40
riverains des voies publiques	12, 18, 23, 53 à 58
routes départementales	38, 40, 65
routes express	54
routes forestières	62
routes nationales	22, 33, 38, 40, 41, 65

S

saillie	18
sous-sol des voies publiques	10, 63
stationnement	30, 32, 40, 49, 53, 65
superposition de gestions	42 à 44
suppression	41
surveillance	51

T

talus	11, 55
taxe spéciale	42
travaux confortatifs	22, 25
travaux d'office	56, 66, 67
trottoirs	10, 12, 31, 41, 58, 61, 63, 64, 66, 67

V

vérification	24
voies communautaires	26, 45, 47, 48
voies privées	41, 59, 60, 61, 62
voies privées ouvertes	56, 60, 61, 65
voies privées rurales	59, 61
voies privées urbaines	46, 59, 62
voies urbaines	59